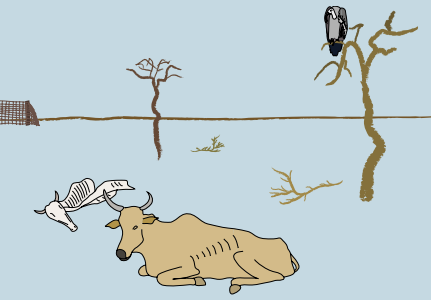
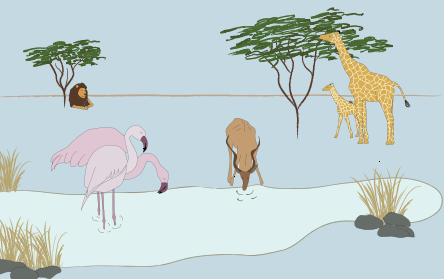
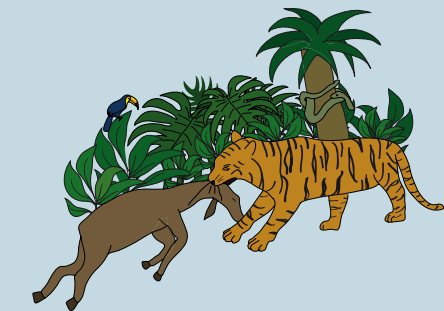
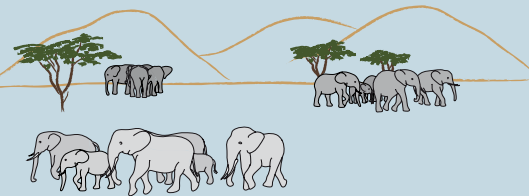




Les Scénarios de Genève sur

La Gouvernance Economique Mondiale en 2020



Les Scénarios de Genève sur

La Gouvernance Economique Mondiale en 2020

Impressum

ISBN 978-3-86872-259-8

Editeur :
Dr. Winfried Veit

Editeurs adjoints :
Steffen Grammling
Yvonne Theemann

Révision :
Bureau FES Genève

Traduction en français :
Bureau FES Madagascar

Conception et illustrations :
Shantala Fels

Images :
Shantala Fels
Bureau FES Genève

Impression :
roco-Druck
Imprimé en Allemagne

Copyright© 2010 Bureau FES Genève

Table des matières

4 Préface

Introduction

- 9** Pourquoi des scénarios ?
- 10** Le besoin d'une nouvelle approche de réforme
- 12** Résumé exécutif des Scénarios de Genève

Les Scénarios de Genève

- 17** Un parc national en dépérissement – une affaire habituelle
- 21** La marche des éléphants – les blocs régionaux en concurrence
- 25** La loi de la jungle – vers l'abîme
- 29** Une réserve naturelle harmonieuse – un vrai multilatéralisme

L'origine des Scénarios de Genève

- 36** Les chemins qui ont mené vers les scénarios
- 40** Récits choisis de l'équipe de scénarios
- 54** Les résultats des groupes de travail
sur le *régionalisme* et le *multilatéralisme*

Annexes

- 72** L'équipe de scénarios
- 74** Remerciements
- 76** Bibliographie
- 79** Abréviations

Préface

Il y a très longtemps, il y avait un puissant royaume connu sous le nom de Lydia sous le règne du Roi Crésus, un nom qui, jusqu'à présent, est toujours synonyme d'une immense richesse. La puissance émergente de la Perse se trouvait à la frontière orientale de Lydia, sous le règne du Roi Cyrus. Crésus voulait attaquer la Perse avant qu'elle ne devienne un empire plus grand que le sien. Mais voulant respecter une vieille tradition, il avait tout d'abord, envoyé des messagers au célèbre oracle de Delphi afin de savoir s'il pouvait attaquer la Perse ou non. La réponse de l'oracle fut le suivant: « Si vous attaquez la Perse, vous allez détruire un grand royaume ». Crésus attaqua tout de même la Perse mais perdit alors la bataille et son propre empire fut détruit.

Tout comme les anciens oracles, les scénarios ne prédisent pas l'avenir, mais donnent plutôt de différentes images d'avenirs possibles, et de ce fait, permettent aux décideurs et aux parties prenantes d'adapter leurs stratégies afin d'atteindre ou d'éviter un certain scénario. Si Crésus avait plus mûrement réfléchi à la réponse de l'oracle, il n'aurait pas attaqué la Perse mais aurait

en premier lieu évalué la puissance militaire de ces deux empires pour ensuite chercher des alliés afin d'assurer sa supériorité. Son erreur était de confondre la réponse de l'oracle avec ses propres souhaits.

Les Scénarios de Genève sur « La Gouvernance Economique Mondiale en 2020 » ont été conçus pour éviter une telle erreur. Comme la crise économique mondiale actuelle le montre, les désirs qu'on veut prendre pour des réalités constituent les faiblesses majeures d'un leadership responsable. Presque aucun leader politique ou économique n'a été préparé à faire face à la crise économique actuelle qui a vu le jour en 2008 et qui s'avère être la pire des crises économiques depuis la Grande Dépression des années 1930. Nouriel Roubini, l'un des rares économistes qui avaient prédit cette crise disait : « Nous devons accepter que les modèles économiques ne font qu'extrapoler les développements mais ne peuvent pas prédire les changements radicaux. Et on croit que les choses continueront comme elles l'ont toujours été tout simplement parce qu'elles ont toujours été ainsi. Et le résultat est une conviction illusoire générale. »

Pour dépasser cette auto-illusion, on doit s'attendre aux choses que nous souhaitons ne pas se passer mais qui pourraient quand même se passer. On doit penser à l'impensable et se préparer à des événements imprévus, ou à des discontinuités qui risquent de tout faire basculer, ce que nous appelons dans des scénarios « incertitudes critiques ». Ma propre expérience avec des scénarios en Afrique du Sud (les influents scénarios du Mont Fleur) et d'Israël m'a convaincu que les scénarios sont des outils nécessaires pour la préparation de l'avenir. Cela pourrait être plus compliqué dans un contexte mondial et multilatéral que dans un contexte national et régional, mais je pense que les Scénarios de Genève sur « La Gouvernance Economique Mondiale en 2020 » donnent assez de preuves que cela est du domaine du possible et vaut la peine d'être fait. Nous sommes tout à fait conscients du fait que nous ne sommes pas les seuls à travailler sur ces questions. Nous espérons être capables de donner une contribution particulière à ce problème qui est à la fois très critique et complexe.

Ce projet a vu le jour grâce à la collaboration étroite d'une équipe de

scénarios très motivée de 25 personnes, toutes d'un contexte différent et venant de 17 pays. Tous les membres de cette équipe ont participé à la construction de ces scénarios à titre personnel. Ces scénarios sont forcément un compromis et reflètent un consensus de la part de cette équipe.

Je voudrais remercier personnellement les éditeurs adjoints, Steffen Grammling et Yvonne Theemann, pour leur dévouement au travail durant toute l'année de l'exercice. Leur rôle de coordinateurs, leurs recherches, la rédaction ainsi que l'édition technique ont permis à ce projet de voir le jour. Ma gratitude va aussi à Shantala Fels pour son inestimable travail d'illustration et de la conception de cette publication. Cette publication est sous la responsabilité exclusive de l'éditeur.

Winfried Veit



Introduction

Pourquoi des scénarios ?

« Nous ne le savons pas, tout simplement. » C'était le fameux commentaire de John Maynard Keynes sur l'avenir, le principal moteur dans la construction de scénarios. Les hommes ont toujours cherché à prédire l'avenir pendant des siècles, en consultant l'oracle de Delphi dans le passé, mais au moyen de techniques d'extrapolation sophistiquées aujourd'hui. Les stratégies militaires sont connues pour leur capacité à inventer des scénarios afin de se préparer à des situations différentes. Plus tard, la technique du scénario a été modifiée afin d'être adaptée et opérationnelle dans les affaires.

Les incertitudes rendent la procédure un peu plus compliquée dans la construction d'un scénario. Comme l'avenir est totalement inconnu, on peut tout imaginer même ce qui est improbable. Peter Schwartz allait droit au but en disant : « Les scénarios sont des outils qui servent à nous aider à faire un choix dans le présent tout en sachant comment les choses peuvent tourner. » (Schwartz 1991 : 4)

Comment fonctionnent les scénarios ? Ils ne proposent pas le seul avenir possible, mais en déterminent une multitude. Alors, c'est aux décideurs de savoir quel avenir choisir et quelle stratégie atteindre. Les sceptiques diront qu'une ten-

dance particulière est exagérée ou que l'influence de certains facteurs est surestimée. Les partisans des scénarios peuvent avancer que les scénarios peuvent servir de miroir qui reflète les dures réalités.

Comment construire des scénarios ? La pratique d'un scénario commence par une analyse de ce qui est déjà connu, c'est-à-dire la situation présente. Il faut d'abord se mettre d'accord sur les problèmes clés dans un domaine particulier ; la dynamique qui joue un rôle particulier dans l'avenir doit être identifiée ; tous les événements externes qui pourraient apporter des changements fondamentaux doivent être pris en considération. Les scénarios doivent être élaborés par une équipe hétérogène, de contextes variés, avec des perspectives différentes. Le but des scénarios n'est pas d'atteindre un consensus, bien au contraire, des débats contradictoires à dessiner des images différentes et nuancées de l'avenir. Les scénarios doivent être cohérents et plausibles bien que « certaines personnes peuvent, durant la pratique d'un scénario, le trouver extrêmement improbable, ou même indésirable, mais personne n'est en mesure de prouver qu'un scénario est impossible. » (Lempert/Popper/Bankes 2003 : 30)

Le besoin d'une nouvelle approche de réforme

Quand nous avons commencé à élaborer notre scénario en avril 2008, nous étions loin de savoir ce qui allait se passer quelques mois plus tard. La crise alimentaire a commencé, sitôt suivie d'une crise de l'énergie. En automne de cette année-là, la crise financière était à ses débuts et commençait à miner l'économie réelle, donnant naissance à la pire des récessions qu'on n'ait jamais vues depuis les années 1930. Alors on savait que l'une des dynamiques que l'on a identifiées comme une « incertitude critique » majeure (c'est-à-dire une dépression mondiale) était devenue une réalité. Ces calamités ont eu une influence sur le projet de scénarios et ont montré la difficulté, et en même temps la nécessité d'un processus de scénarios. Les réactions politiques à la crise montrent que le débat sur la réforme de la Gouvernance Economique Mondiale (GEM) est de nouveau sur le tapis et mobilise toutes les grandes réunions internationales.

Mais à quoi la nouvelle architecture mondiale doit-elle ressembler ? Une première approche modeste doit recourir à une meilleure coordination entre les organisations

internationales existantes, c'est-à-dire l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale et l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'histoire nous démontre que ceci est difficile étant donné que les institutions existantes ne font que s'isoler l'une de l'autre afin de justifier leur droit à l'existence. Une deuxième approche a proposé des réformes sur chaque structure institutionnelle et chaque processus de prise de décision. Mais créer de nouvelles institutions semble être plus facile que de réformer celles déjà existantes. Les tentatives prudentes de mise en œuvre des recommandations données par « L'avenir de l'OMC » (Sutherland et al., 2004) et « The Report of the First Warwick Commission » (2007) constituent des exemples frappants concernant les réformes de l'OMC. C'est aussi vrai pour la plupart des propositions concernant la réforme institutionnelle des Institutions de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale), ainsi que le système des Nations Unies. Le Sommet des G20 du 2 avril 2009 à Londres montrait clairement qu'il semble être plus facile d'injecter de l'argent dans un système déjà existant (même

considéré comme défectueux) que de réformer sa structure. Une troisième approche radicale suggère l'abolissement des Institutions de Bretton Woods mais n'a avancé aucune autre contre-proposition.

C'est là qu'on a besoin d'une approche qui n'est ni limitée par une mentalité institutionnelle étroite, ni par des visions utopiques. Cette nouvelle approche, c'est-à-dire l'approche par le scénario, permet à tout un chacun de vaincre ces défauts en créant un espace pour une pensée libre, impartiale et non idéologique. La popularité croissante de cette approche n'est pas surprenante étant donné les problèmes mondiaux qui sont devenus de plus en plus graves : en 2007, le Réseau Européen d'Idées (REI) a publié une étude complète sur « Le Monde en 2025 », analysant les futurs développements mondiaux selon une perspective de l'UE. En 2008, un scientifique français, Joël de Rosnay, a publié un livre fascinant intitulé « 2020. Les scénarios du futur ». Il parle de l'avenir de la technologie, un facteur qui joue un rôle important dans nos scénarios, étant à la fois une « force motrice » et une « incertitude critique ». En

2008, le Conseil de l'Intelligence Nationale Américaine a publié les Scénarios Mondiaux en 2025 et au début du 2009, le Forum Economique Mondial a présenté une étude pertinente sur « The Future of the Global Financial System ».

Ces publications montrent l'importance croissante de la technique de scénario ainsi que la nécessité d'une réforme fondamentale de l'architecture mondiale. Les Scénarios de Genève sur « La Gouvernance Economique Mondiale en 2020 » regroupent ces deux éléments et cherchent ainsi à apporter leur contribution au présent débat sur la réforme.

Résumé exécutif des Scénarios de Genève

Les Scénarios de Genève sur « La Gouvernance Economique Mondiale en 2020 » publiés par la FES Genève présentent quatre scénarios différents sur ce qui pourrait être l'aspect de la GEM en 2020. Ils ont pour objectif de sensibiliser les décideurs sur les conséquences possibles de leurs décisions, que ce soit des actions ou pas. Le but de ces scénarios est de pousser le débat actuel sur la réforme du système de la GEM un peu plus loin en prenant une position nouvelle peu orthodoxe.

Tous les scénarios sont structurés selon le même modèle afin de faciliter la comparaison entre eux. Ils ont le même point de départ, un regard sur le passé à partir de l'année 2020, en commençant par les crises alimentaire, de l'énergie et financière en 2008.

Chaque scénario développe alors sa propre dynamique, ce qui mènera à des résultats différents. Le synopsis des résultats possibles proposés se présente comme suit.

Un parc national en dépérissement :
En 2020, le monde est dominé par des règlements contradictoires gouvernés par des institutions inter-

nationales et des Etats-nations. Ceci empêche les politiques cohérentes, et le monde est loin de trouver des solutions aux problèmes mondiaux.

La marche des éléphants :

En 2020, les processus d'élaboration de politiques sont axés sur l'intégration régionale alors que les organisations internationales ont été mises hors circuit. Le régionalisme fait avancer le développement dans les pays impliqués. Mais il est loin d'être efficace quant à la résolution des problèmes mondiaux. Le monde est dans une situation incertaine et de stabilité non durable.

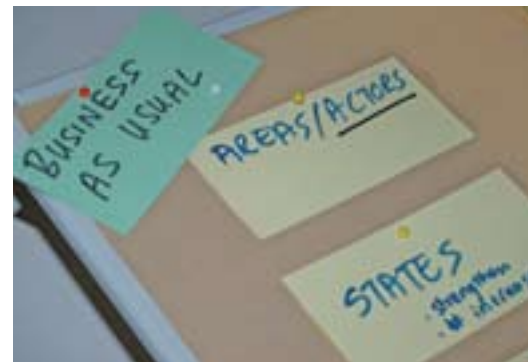
La loi de la jungle :

En 2020, le monde sombre dans l'abîme. Le multilatéralisme prend fin et il n'y a pas d'Etat de droit sur le plan international. Le monde est gouverné par des coalitions changeantes qui passent leur temps à s'affronter au lieu de chercher des solutions aux problèmes mondiaux grandissants.

Une réserve naturelle harmonieuse :

En 2020, un système multilatéral transparent et efficace avec de puissants mécanismes légaux existe. Il est basé sur des principes de partenariat mondial et de pouvoir partagé.

Le bien-être social, la durabilité et l'égalité sont enfin à notre portée. Il n'est pas notre intention que le lecteur soit entièrement d'accord avec tous les scénarios, et encore moins avec leurs détails. Bien au contraire, leur but est de déclencher un dialogue sur les différentes images de l'avenir et sur les moyens d'éviter tous les résultats négatifs possibles et d'atteindre des résultats positifs. Naturellement, ceci dépend des jugements et des valeurs du lecteur.

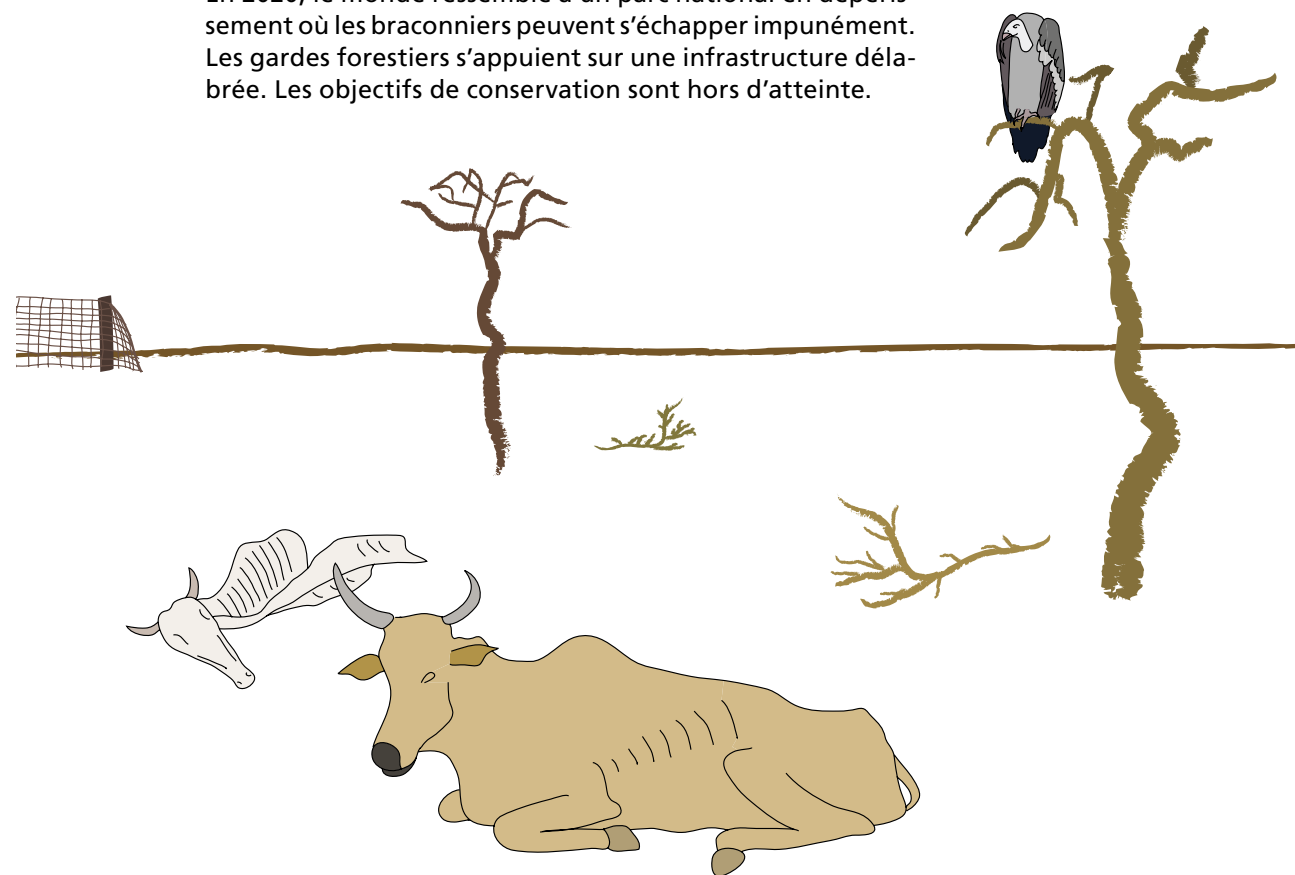


Les Scénarios de Genève

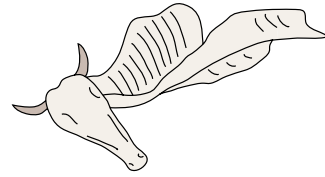
Un parc national en dépérissement

Une affaire habituelle

En 2020, le monde ressemble à un parc national en dépérissement où les braconniers peuvent s'échapper impunément. Les gardes forestiers s'appuient sur une infrastructure délabrée. Les objectifs de conservation sont hors d'atteinte.



En 2020, le monde est dominé par des règlements contradictoires gouvernés par des institutions internationales et des Etats-nations. Ceci empêche les politiques cohérentes et le monde est loin de trouver des solutions aux problèmes mondiaux.



Les crises alimentaire, financière et de l'énergie qui se sont développées depuis 2008 ont montré clairement et d'une façon accablante que le système de GEM est incapable de faire face aux défis comme il se doit. Les décideurs internationaux n'ont pas pu mettre en place les réformes essentielles du système mondial, et n'ont même pas ressenti le besoin de le faire.

Peu de choses ont changé jusqu'en 2020. La plus grave de toutes les crises économiques depuis 1930 a balayé tous les exploits de développement de la décennie dernière, menant à d'énormes problèmes sociaux. En 2020, après la longue dépression, l'économie mondiale commença à se redresser lentement avec une croissance modérée du produit intérieur brut (PIB), du commerce, ainsi que les flux financiers. Le « Cycle de Doha pour le développement » de l'OMC s'est achevé par un accord sur le plus bas dénominateur commun, ce qui n'a pas pu faire balancer les règlements du commerce multilatéral en faveur des pays en développement. Seule le FMI a gagné de l'importance immédiatement après la crise financière en donnant des prêts principalement aux pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe Centrale. Wall Street et Londres ont gardé leurs rôles financiers mondiaux, avec Dubaï,

Singapour et Hong Kong. La Conférence de Copenhague de 2009 sur le climat et les réunions de suivi ont résulté sur un manque d'engagement et n'ont pu changer les tendances dangereuses induites par le changement climatique. L'économie mondiale dépend toujours des combustibles avec comme résultat la pollution, des désastres naturels et la désertification croissante. En 2015, l'Assemblée Générale des Nations Unies a dû reconnaître que les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont hors de portée. L'écart des revenus et de l'égalité au sein et entre les pays développés et les pays en développement s'élargit.

En 2020, la structure de base des organisations internationales reste la même. Le Brésil, la Chine, l'Inde et d'autres pays émergents sont sur le même pied d'égalité que les pays de l'Ouest au sein de l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI. Aucune prise de décision n'est possible sans le consentement de ces pouvoirs qui résistent aux changements de grande envergure aux processus de prise de décision. Le club très exclusif du G20 a remplacé le G8 et réclame le leadership dans l'établissement des directives pour toute politique globale. Les Nations Unies ont encore du mal à mettre en place leur réforme ambitieuse appelée « unis dans

l'action ». Les organisations de la société civile cherchent à accomplir leur rôle d'écoute et de plaidoyer bien que la transparence des organisations internationales ne se soit pas améliorée. Elles sont toujours exclues de toute prise de décision. Les sociétés multinationales ont renforcé leur influence sur l'économie mondiale en détournant le système en faveur de leurs intérêts. Les réglementations internationales sont trop faibles pour maîtriser leur comportement commercial dominé par la recherche de profits.

Les règlements de l'OMC ne répondent pas aux exigences des défis actuels. Cela se remarque particulièrement dans la contradiction entre la reconnaissance des normes de travail de base et leur non respect fréquent dans les zones franches. De telles zones d'ombre favorisent les litiges commerciaux et mettent en danger l'opérabilité du mécanisme de règlement des différends. La clause de la « nation la plus favorisée » est sérieusement ébranlée par le nombre croissant d'accords régionaux et bilatéraux de libre-échange. Pour faire face à ces manquements, plusieurs forums de négociation sectorielle sont lancés.

Les Institutions de Bretton Woods s'attachent à leurs racines et leurs principes idéologiques. Le rôle

du FMI est remis en question par le fait que la plupart des pays ont payé leurs dettes ou ont réussi à graduer. Par conséquent, seuls quelques pays sollicitent de nouvelles facilités de crédit au FMI. La Banque Mondiale a perdu de son importance. Elle n'a pas tenu compte des structures économiques et sociales des pays partenaires. La stratégie de la Banque ne réussit pas à soutenir les gouvernements dans leurs préparations à une restructuration nécessaire en vue des nouveaux défis mondiaux.

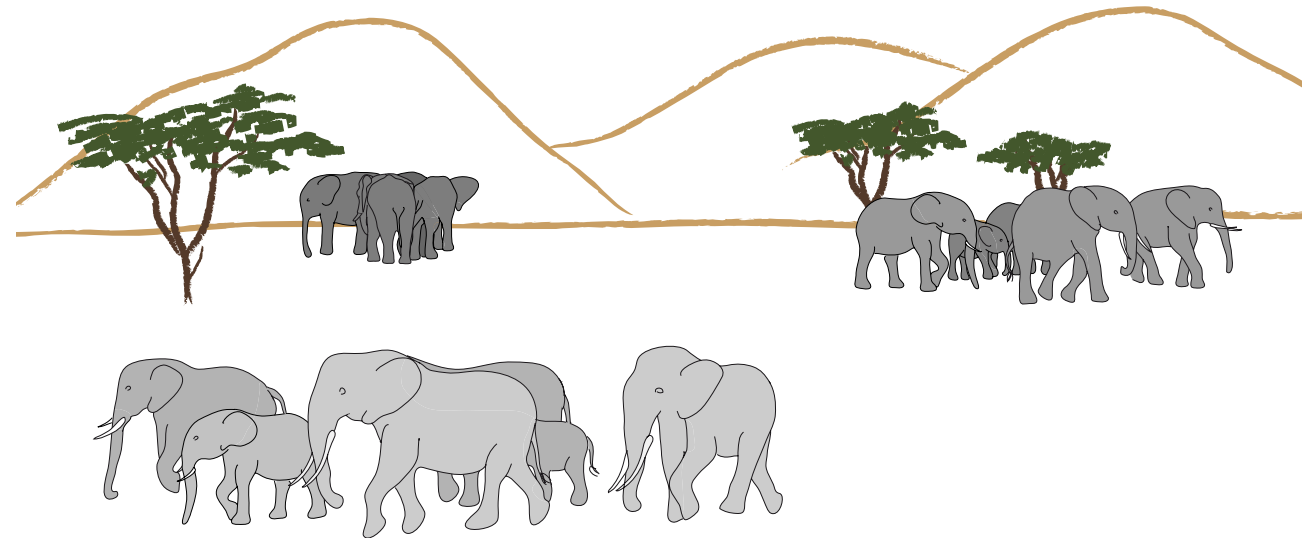
Le système mondial manque de coordination et de cohésion aux niveaux multilatéral, régional et national. Les gouvernements et les organisations internationales s'accusent mutuellement de cet état de fait en se référant à leurs mandats limités. Les politiques mondiales sont formulées d'une manière incohérente et mises en œuvre par des réglementations contradictoires. Les défis mondiaux ne sont pas traités et les problèmes mondiaux ne sont pas résolus – encore une fois, ils ne sont que prolongés.



La marche des éléphants

Les blocs régionaux en concurrence

En 2020, le monde ressemble à une savane où des groupes d'éléphants se frayent leur propre chemin, ne se souciant guère de leur impact sur l'environnement en général. Il y a occasionnellement des affrontements entre les groupes.



En 2020, les processus d'élaboration de politiques sont axés sur l'intégration régionale alors que les organisations internationales ont été mises hors circuit. Le régionalisme fait avancer le développement dans les pays impliqués. Mais il est loin d'être efficace quant à la résolution des problèmes mondiaux. Le monde est dans une situation incertaine et de stabilité non durable.

Les crises alimentaire, financière et de l'énergie qui se sont développées depuis 2008 ont montré clairement et d'une façon accablante que le système de GEM est incapable de faire face aux défis comme il se doit. La nécessité d'un changement fondamental de l'architecture mondiale a été largement reconnue, surtout dans la perspective d'une crise existentielle encore plus grave.

Les gouvernements ne pouvaient se mettre d'accord sur une base commune concernant la réforme du système de GEM de façon à refléter leurs intérêts respectifs. Cela ne fait que renforcer la frustration causée par l'inefficacité des organisations internationales traditionnelles (OMC, FMI, Banque Mondiale, ONU). La situation économique s'est aggravée. Le taux de chômage élevé, la diminution des salaires et la consommation décroissante en témoignent. Ceci a provoqué un malaise social, et quelquefois même, des troubles politiques. Plusieurs gouvernements ont changé leurs priorités et se sont appuyés sur leurs atouts nationaux. Ils ont développé l'intégration économique de leur région en formant de puissants « centres de gravité ». Les pays faibles, à un niveau de développement économique et social différent, n'ont pu trouver aucune solution sinon de s'attacher à une puissance économique plus proche par un système central d'apport extérieur. En même temps, les pays se sont retirés des procédures multilatérales. En 2018, les problèmes

étaient plus sérieux et une lutte mondiale contre le manque de ressources a commencé, une lutte qui a généré des confrontations encore plus violentes entre les principales puissances économiques. Plus tard cette année, le Conseil mondial des régions (CMR) a été établi comme un forum exclusif pour les leaders du monde afin de faire face aux problèmes mondiaux.

En 2020, l'OMC continue d'exister. Néanmoins, elle est devenue inutile vu la domination des accords commerciaux bilatéraux et régionaux, et le mépris général pour les décisions du mécanisme de règlement des différends. Le FMI et la Banque Mondiale n'ont plus d'importance et les banques de développement régionales ont pris leur relève. Les Nations Unies continuent d'opérer, mais les gouvernements n'attachent pas d'importance aux conventions existantes et ne s'engagent guère à en créer d'autres. Les sept groupes suivants dominent la scène : l'Union Européenne (UE) élargie ; le bloc Etats-Unis / Amérique du Nord et Amérique centrale ; le bloc Chine ; le bloc Inde / Asie du Sud ; le bloc Brésil / Amérique du Sud ; le bloc Russie / Asie centrale ; et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Les principales puissances économiques se réunissent parfois au CMR. Le CMR constitue une plateforme pour des dialogues ad hoc et facilite les solutions pragmatiques pour

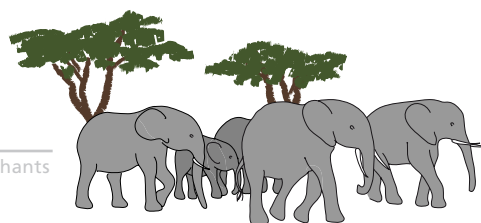
les problèmes mondiaux. Les groupes régionaux se rivalisent pour des ressources rares, telles que l'eau, la nourriture, les combustibles fossiles et les minéraux. Les tensions ou les conflits, quand ils se produisent, sont résolus dans le cadre de réunions bilatérales. Néanmoins, des conflits violents ont lieu sporadiquement.

Il y a de différentes sortes d'Etats qui ne font partie d'aucun bloc. Certains d'entre eux comme l'Australie, le Japon ou les deux Corées sont assez puissants pour négocier des accords commerciaux mutuellement bénéfiques ainsi que des accords financiers. Les autres restent indépendants à cause de leur position stratégique et géopolitique (ex : l'Egypte, l'Afrique du Sud), ou de leur richesse en sources d'énergie (ex : l'Iran, l'Arabie Saoudite). Les pays faibles et pauvres, avec une petite économie et peu de pouvoir politique comme la plupart des pays d'Afrique, sont sujets à de fréquentes infractions par les principales puissances économiques s'ils possèdent des matières premières stratégiques.

Les sociétés multinationales se sont adaptées aux nouvelles structures et ont établi un réseau régional de production dans le cadre de processus de démantèlements et de nouvelles fusions. Cependant, travailler sur le plan international est devenu plus difficile et onéreux.

Le commerce intra-régional prédomine et les barrières douanières au sein de toutes les régions ont été progressivement démantelées. Les principales puissances économiques investissent massivement dans les infrastructures régionales et cela a facilité un commerce régional et des réseaux de production plus puissants. Des systèmes d'eau, d'alimentation et d'énergie locaux et régionaux sont en place, même s'ils ne sont pas assez nombreux pour satisfaire la demande de la région. Un commerce interrégional a lieu quand la capacité d'échanges dans ces régions elles-mêmes n'est pas suffisante.

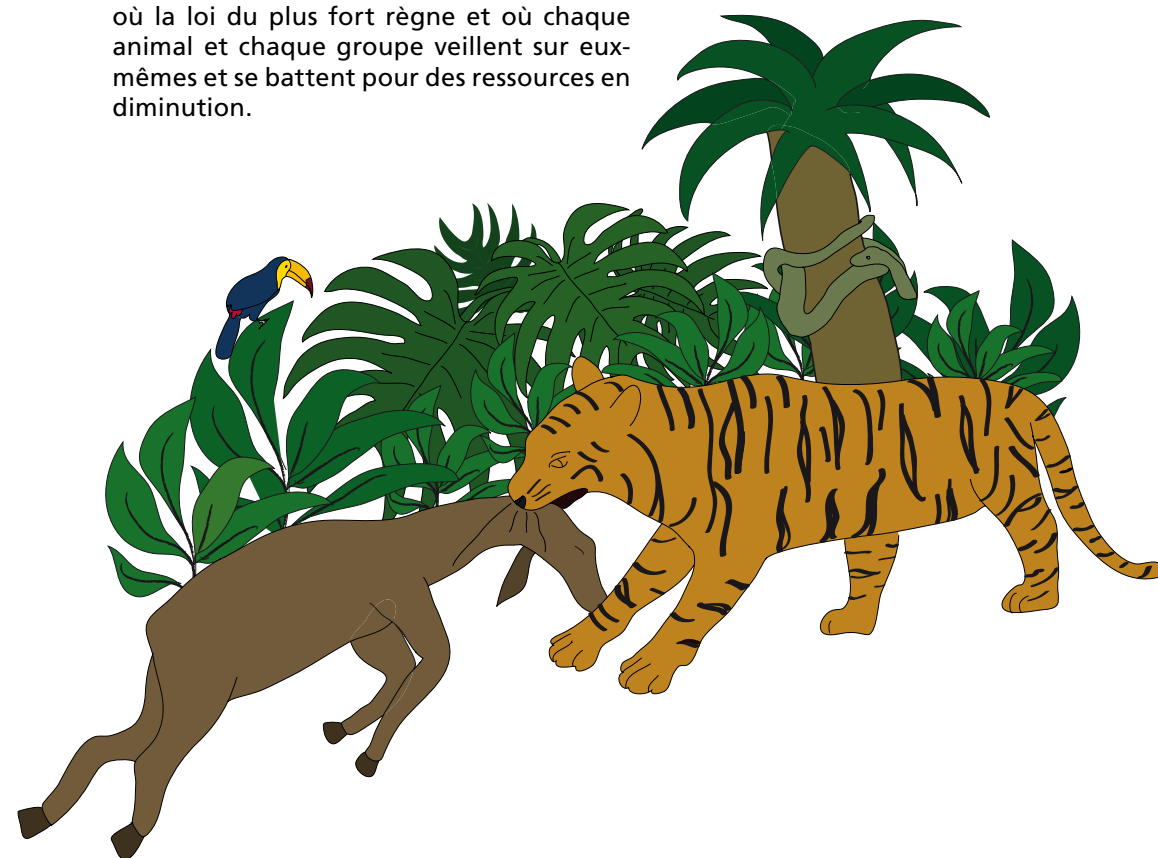
Quelques régions ont réussi une intégration monétaire avec des institutions régionales qui jouent le rôle de prêteur de dernier recours et qui gèrent les variations monétaires externes. Dans d'autres régions, les pays plus petits ont adopté la monnaie dominante ou y ont fixé leur taux de change. La plupart des taux de change dans chaque région est fixe alors que les monnaies entre les blocs régionaux varient. Quelquefois, des dévaluations concurrentielles des devises se produisent. Les décisions du CMR ne sont pas suffisantes pour faire face aux problèmes mondiaux de façon efficace, surtout le changement climatique, même s'il y a un minimum de coopération.



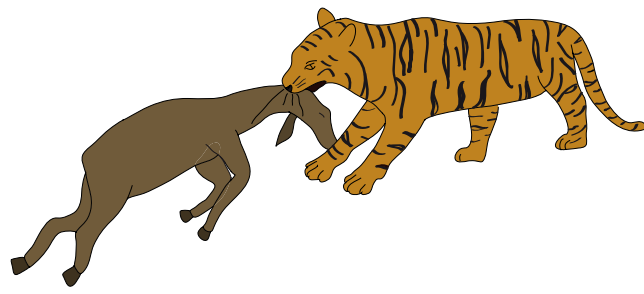
La loi de la jungle

Vers l'abîme

En 2020, le monde ressemble à une jungle où la loi du plus fort règne et où chaque animal et chaque groupe veillent sur eux-mêmes et se battent pour des ressources en diminution.



En 2020, le monde sombre dans l'abîme. Le multilatéralisme prend fin et il n'y a pas d'Etat de droit sur le plan international. Le monde est gouverné par des coalitions changeantes qui passent leur temps à s'affronter au lieu de chercher des solutions aux problèmes mondiaux grandissants.



Les crises alimentaire, financière et de l'énergie qui se sont développées depuis 2008 ont montré clairement et d'une façon accablante que le système de GEM est incapable de faire face aux défis comme il se doit. Mais on a raté une occasion pour un changement fondamental de l'architecture mondiale et les conséquences en sont terribles.

A la suite de la crise économique mondiale qui a entraîné un taux de chômage élevé et une pauvreté accrue, plusieurs pays ont adopté des stratégies mercantilistes pour tenter de résoudre la crise en poursuivant des politiques protectionnistes (« beggar-thy-neighbour »). Les pays à travers le monde comme les puissances économiques telles les Etats-Unis, l'UE, la Chine et l'Inde se sont embarqués sur le chemin du protectionnisme en augmentant les tarifs douaniers, en limitant les importations et en élevant les barrières douanières pour les marchandises et les services. Ceci a favorisé une baisse du rythme économique. Des offres encourageantes ont été données à plusieurs secteurs financiers et économiques pour les sauver d'une insolvabilité générale. La récession a affecté le monde, même les pôles les plus développés comme la Chine et l'Inde dont le PIB a commencé à se contracter en 2010. Les déficits fiscaux aux Etats-Unis, en UE

et au Japon ont monté en flèche, surtout à cause d'un PIB décroissant. Le taux de chômage dans les pays développés a triplé en 2012. Plusieurs gouvernements des pays en développement n'ont pas honoré leurs échéances auprès des banques multilatérales et régionales. Plusieurs pays qui ont déjà libéralisé le mouvement interne et externe des fonds étrangers ont érigé des barrières sur les crédits et les investissements. Les mouvements populistes et les campagnes de nationalisation ont poussé les grandes entreprises étrangères à se retirer des pays développés de même que des pays en voie de développement. La finance nationale et internationale a vécu dans la peur et n'a accordé de prêts qu'aux clients moins risqués, dont faisaient partie les Etats-Unis en dépit de la crise. Les Etats-Unis ainsi que les économies de grande envergure ont quitté l'OMC ; la Russie n'y a jamais adhéré.

En 2020, le multilatéralisme prend fin. Les Etats poursuivent une diplomatie économique soit sur une base bilatérale, soit avec des coalitions variantes. L'OMC n'existe plus, ainsi que le FMI et la Banque Mondiale, leurs ressources étant épuisées car la plupart des pays ont cessé d'y apporter leur financement. Les Nations Unies, se préoccupant surtout, mais sans succès, du changement

climatique, ont perdu presque toute leur importance. En 2010, le G8 a été élargi pour inclure le Brésil, la Chine, l'Inde et d'autres pays. Mais leurs réunions annuelles sont dénuées de tout engagement en matière de politique. A la place, des coalitions changeantes essayent de profiter de ce vide aux niveaux international et multilatéral. Les accords de commerce bilatéraux dominent et les investissements ainsi que les politiques monétaires suivent étroitement les intérêts nationaux. Quelques pays européens ont quitté l'euro et ont repris leur ancienne monnaie. Des mouvements populistes et extrémistes prennent le pouvoir en ébranlant la démocratie dans plusieurs pays. Ils ont érigé des murs protectionnistes en adoptant des politiques étrangères agressives, et quelquefois même néocoloniales, surtout dans les pays en développement riches en ressources. La situation ressemble à celle des années 30 du siècle dernier.

Les problèmes mondiaux comme le changement climatique, l'alimentation et la sécurité de l'énergie se sont exacerbés car ils n'ont pas été traités de manière efficace. Des conflits, et même des guerres pour les ressources sont de plus en plus fréquents. Dans les régions côtières, les fortes inondations sont devenues un phénomène régulier et les

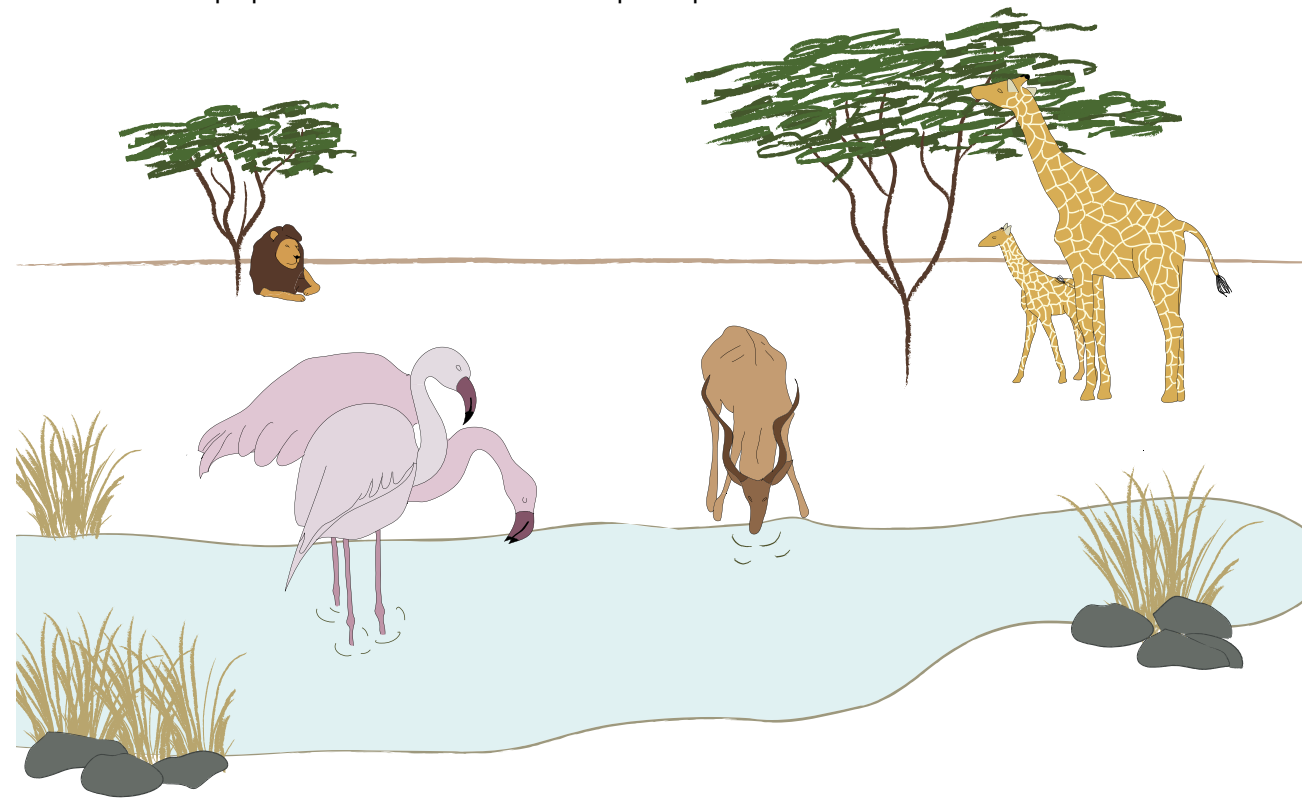
terres arables sont de plus en plus rares. Au Moyen-Orient, par exemple, des conflits armés ont déjà eu lieu concernant l'eau entre Israël et ses voisins arabes, ainsi qu'entre la Turquie et l'Iraq. Il y a toujours la menace d'une guerre nucléaire dans la région, de même en Asie du Sud. La Russie, la Chine et l'Iran s'affrontent sur les ressources d'énergie en Asie centrale. Une nouvelle « course à l'Afrique » a commencé entre la Chine, les Etats-Unis et les grands Etats européens dans une tentative d'obtenir l'accès aux matières premières de l'Afrique. En Antarctique où les glaces fondent dramatiquement, environ 40 pays réclament le droit d'explorer les ressources naturelles qui s'y trouvent. Mais mêmes les plus grands joueurs sont menacés par le nationalisme extrême qui prévaut dans leur propre sphère. L'UE est sur le point de se désintégrer, et des mouvements autonomistes et sécessionnistes ont vu le jour au sein des grandes puissances comme la Chine, l'Inde et les Etats-Unis, menaçant leur capacité d'agir au niveau mondial, et de ce fait, ajoutant à la faiblesse du système international.



Une réserve naturelle harmonieuse

Un vrai multilatéralisme

En 2020, le monde ressemble à une réserve naturelle bien gérée. Les animaux vivent dans un environnement protégé qui peut subvenir à leurs besoins spécifiques.



En 2020, un système multilatéral transparent et efficace avec de puissants mécanismes légaux existe. Il est basé sur des principes de partenariat mondial et de pouvoir partagé. Le bien-être social, la durabilité et l'égalité sont enfin à notre portée.



Les crises alimentaires, financières et de l'énergie qui se sont développées depuis 2008 ont montré clairement et d'une façon accablante que le système de GEM est incapable de faire face aux défis comme il se doit. Cependant, il a fallu encore des années et de nouvelles crises pour que les principaux acteurs réalisent le besoin d'un changement fondamental de l'architecture mondiale.

A la fin de l'année 2009, les gens ne parlent plus de crise mais plutôt d'une calamité mondiale. Il n'y a plus de confiance envers les institutions financières. L'économie mondiale trébuchante finit par s'effondrer vers mi-2010. Des reportages sur le taux de chômage croissant occupent les gros titres. Les politiciens vont d'un sommet à un autre sans s'attaquer aux questions fondamentales. L'économie mondiale a commencé à se redresser légèrement en 2014. Jusque là, les Etats eurent versé des billions de dollars dans le système financier et économique sans sérieusement faire face au besoin de plus de réglementations et de contrôle. Les décideurs gouvernementaux n'ont pas affronté les vrais défis. Par conséquent, d'autres bulles de spéculations dans les marchés de l'énergie, de la nourriture, des matières premières et de la biotechnologie frappent le monde en 2015. Tout espoir pour un redressement

économique a été immédiatement anéanti. Conséquemment, un mouvement social étendu a envoyé des millions de gens dans la rue. Leur message était simple et clair: « Ça suffit ! ». Des coalitions puissantes de syndicats, d'entreprises et d'organisations non gouvernementales (ONG) du Nord et du Sud ont lancé un appel pour un leadership mondial plus responsable. Finalement, les gouvernements se sentaient obligés de rendre de vrais changements possibles, et en ce moment constitutionnel de 2016, rencontrent les syndicats, les entreprises et les ONG pour former un Nouveau Système Multilatéral.

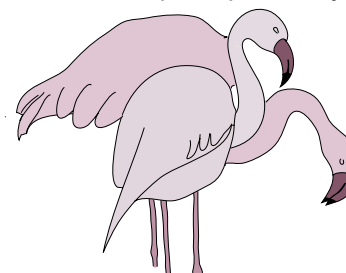
En 2020, le système multilatéral a radicalement changé. Les Nations Unies, les Institutions de Bretton Woods et l'OMC n'existent plus. Les clubs exclusifs comme le G8 / G20 ont disparu. L'objectif dans la création d'un nouveau système multilatéral est de faire des changements bien définis et de saisir l'occasion pour recommencer à zéro. Les Etats ont cessé d'être les seuls décideurs au niveau international. Les syndicats, les entreprises et les ONG ont le droit de voter. L'Assemblée de la gouvernance mondiale (AGM) est le pivot du nouveau système dans lequel les Etats, les syndicats, les entreprises et les ONG sont représentés de manière égale. L'AGM détermine les

principes généraux du système multilatéral. Un tribunal mondial a été établi afin de donner des « dents » au système. Les parties prenantes, et même des individus, peuvent déposer des plaintes au Tribunal International après épuisement des recours au niveau national. A part le Tribunal International, des mécanismes de règlement de conflits ont été établis au sein de chaque organisation mondiale. Un conseil mondial a été créé afin de faire face aux urgences telles que l'accroissement de catastrophes naturelles et les désastres humains qui les accompagnent. Pour garantir un degré de complémentarité plus élevé, une procédure d'ajustement est entreprise entre les cinq organisations mondiales (Banque Mondiale des Investissements, OMC qui a été entièrement restructurée, mais porte encore le même nom qu'à présent, Organisation Mondiale du Travail, Organisation Financière Mondiale, Organisation Mondiale de l'Environnement) ainsi qu'entre ces organisations et les Etats, les syndicats, les entreprises et les ONG. Les stratégies et les programmes des organisations mondiales sont étroitement coordonnés.

Le nouveau système multilatéral ne peut plus être bloqué par des vetos. Toute décision est généralement prise par un système de vote dual,

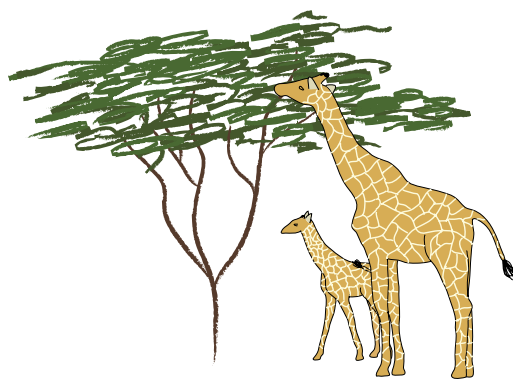
qui exige une majorité déterminée du nombre de parties prenantes présentes et une majorité des votes pondérée selon l'importance économique. Ce système de vote assure la participation des petites parties prenantes. L'importance des parties prenantes plus influentes y est aussi reflétée car ils doivent payer plus. Les principales sources de financement du nouveau système multilatéral sont fournies par les Etats et les entreprises, le reste étant assuré par les syndicats et les ONG. Un bureau d'évaluation et d'audit indépendant ainsi que des mécanismes d'évaluation des politiques de chaque organisation ont été mis en place afin d'assurer l'efficacité du nouveau système multilatéral.

Le monde s'acharne encore à nettoyer les piles de débris laissées par les crises de la dernière décennie. L'inégalité entre les pays pauvres et les pays riches va en diminuant. Une priorité supplémentaire est donnée à l'incitation aux affaires sans négliger les besoins des petites et moyennes entreprises tout en donnant de l'aide aux plus vulnérables. Les dernières crises ont légué un monde cherchant à redéfinir la relation entre l'Etat et le marché. Les décideurs d'aujourd'hui, que ce soit dans le gouvernement, les entreprises ou la société civile, croient à une relation plus forte entre le milieu



public et le milieu privé, où le marché idéal ne se forme pas par une main invisible mais par ces parties prenantes visibles.

Ce concept a déjà mis en place des mesures pour activer un commerce plus équitable et établir des règles financières plus claires, y compris une monnaie mondiale avec un accent particulier sur l'amélioration de l'accès aux services financiers dans les pays en développement et l'accès au crédit pour les petites et moyennes économies. La structure des prix a changé. Ils reflètent les coûts réels en incluant les coûts environnementaux et les dépenses nécessaires pour garantir des conditions de travail décentes. En d'autres termes, la valeur des parties prenantes est remplacée par une valeur durable. Plus particulièrement, l'inclusion des coûts environnementaux a déjà provoqué une innovation technologique qui a créé beaucoup d'emplois qualifiés. Les Etats investissent beaucoup dans les systèmes éducatifs pour que leurs citoyens puissent avoir des emplois qualifiés.





L'origine des Scénarios de Genève

Les chemins qui ont mené vers les scénarios

Le projet de scénarios du bureau de la FES Genève sur « La Gouvernance Economique Mondiale en 2020 » a commencé en avril 2008 et a pris fin en avril 2009. Ce projet a appliqué le cadre méthodologique des scénarios de Shell (Shell International 2003) qui comprennent quatre phases : la recherche, la construction du scénario, son application et sa dissémination. La phase de construction du scénario comprend trois piliers : orientation, construction et affirmation.

Le projet de scénarios de la FES Genève a été dirigé par le Directeur et ses coordinateurs. Ils ont géré le processus et dirigé l'équipe de scénarios qui est composée de deux groupes. L'équipe principale du projet, c'est-à-dire le noyau, composée de neuf experts basés à Genève, forme le pilier du projet. Elle fournit les apports techniques et élabore la conception des exercices. L'équipe entière comprend le noyau ainsi que treize autres experts venant de pays différents. Cette équipe s'est réunie lors de deux ateliers organisés au Château de Bossey, un centre de séminaire situé hors de Genève.

La phase de construction du scénario sur « La Gouvernance Economique Mondiale de 2020 » est détaillée comme suit :

1. Orientation

Première étape : la délimitation du thème

Le vaste titre « La Gouvernance Economique Mondiale en 2020 » a été donné exprès à l'exercice du scénario. Ceci nous a permis, non seulement de considérer le problème dans sa totalité, mais aussi de bien définir le thème, sélectionner les institutions et identifier les acteurs. Après des discussions intensives avec toute l'équipe de scénarios, on a pu spécifier le thème des scénarios. Nous avons convenu de nous focaliser sur le commerce, la finance et les problèmes monétaires en tenant compte des autres domaines tels le travail, l'environnement ou les investissements dans la mesure où ils affectent les scénarios. En ce qui concerne les institutions, nous avons essentiellement considéré l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale. Nous avons aussi considéré les agences concernées des Nations Unies telles l'OIT et la Conférence des Nations

Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). De même, nous avons tenu compte du rôle des fora internationaux comme le G8 et le G20, les acteurs non étatiques comme les ONG, les syndicats et les sociétés multinationales.



Deuxième étape : l'analyse du système présent

Après avoir déterminé le thème, l'équipe de l'orientation s'était concentrée sur les avantages et les désavantages du système de GEM. La technique metaplan© a été ap-

pliquée pendant les deux séances de brainstorming. L'équipe de scénarios a pu identifier les désavantages du système de GEM pendant la séance du « mur de Lamentations » tandis que les avantages ont été identifiés pendant la séance de « rayon de soleil ».

L'atelier sur l'orientation a montré que le système mondial actuel n'est pas assez bien pour faire face aux problèmes et défis du moment et ceux de l'avenir.



Troisième étape : l'identification des forces motrices

Les forces motrices sont des facteurs externes qui peuvent pousser un système vers des directions différentes. Ce sont « les éléments qui influencent l'intrigue du scénario et qui déterminent l'issue de l'histoire » (Schwartz 1991 : 101).

L'équipe de scénarios a identifié les sept forces motrices suivantes qui sont déterminantes pour ce qui est de l'aspect futur du système de GEM :

- Régionalisme et bilatéralisme ;
- Les puissances émergentes ;
- Les conséquences du changement climatique ;
- La sécurité alimentaire et énergétique ;
- L'instabilité financière ;
- La technologie ;
- Les intérêts du secteur privé.

Le *régionalisme* et les *forces émergentes* ont directement influencé l'élaboration du scénario de « La marche des éléphants ». Les *conséquences du changement climatique*, la *sécurité alimentaire et énergétique* ainsi que l'*instabilité financière* affectent implicitement la formation des scénarios. La *technologie* montre de manière exemplaire la façon dont un tel facteur peut mener à des directions différentes. Alors que des innovations technologiques sur quelques aliments, sur le climat ainsi que l'énergie pourraient « sauver le monde », la nanotechnologie et la

technologie nucléaire pourraient « détruire le monde ».

Quatrième étape : l'identification des incertitudes critiques

Les incertitudes critiques sont les événements dérangeants ou des discontinuités qui pourraient radicalement changer l'environnement. Il est difficile de les prévoir mais ils peuvent se manifester.

L'équipe de scénarios a pu identifier sept incertitudes critiques qui peuvent influencer la future forme du système de GEM :

- Une guerre enflammée entre les « centres de gravité » ;
- Une guerre nucléaire dans le Moyen-Orient ;
- Une dépression mondiale ;
- Une révolution technologique ;
- L'effondrement de l'UE ;
- L'implosion de la Chine ;
- Une nouvelle idéologie.

La *dépression mondiale* montre clairement comment de tels facteurs peuvent radicalement changer l'élaboration du scénario. Tous les impacts possibles des incertitudes mentionnées ci-dessus ont été considérés autant que possible dans les quatre scénarios. Par *nouvelle idéologie*, nous entendons tout changement radical dans la réflexion économique et le mode de consommation.

2. Elaboration

Cinquième étape : Raconter les récits

Chaque membre de l'équipe de scénarios a écrit des récits séparés sur ce qui pourrait être l'aspect de la GEM en 2020. Ces récits ont été catégorisés en quatre. La première catégorie montre un système multilatéral où les organisations internationales ont été substantiellement réformées ; la deuxième catégorie décrit largement le statu quo ; la troisième catégorie se concentre sur un monde régionalisé ; et la quatrième catégorie met l'accent sur les tendances protectionnistes. Ces histoires groupées ont servi de base au deuxième atelier. Chacun de ces récits choisis dans chaque catégorie est reproduit dans la section suivante.

Sixième étape : Elaboration des scénarios

Au cours de l'atelier sur l'élaboration, trois groupes ont fait en parallèle une ébauche des scénarios. Au début, des éléments des récits concernés ont été filtrés selon les critères du régime (structure), les critères politiques (processus) et les politiques (contenu). En second lieu, les groupes ont rédigé une ébauche des scénarios. Par la suite, ces ébauches étaient présentées et discutées avec toute l'équipe.

3. Affirmation

Septième étape : Rédiger et tester les scénarios

Quatre ébauches de scénarios ont été rédigées à partir de l'atelier d'élaboration. L'équipe de scénarios ainsi que les experts externes ont continuellement testé la plausibilité, la cohérence, la différenciation, la comparabilité, la clarté et la transparence de ces scénarios.

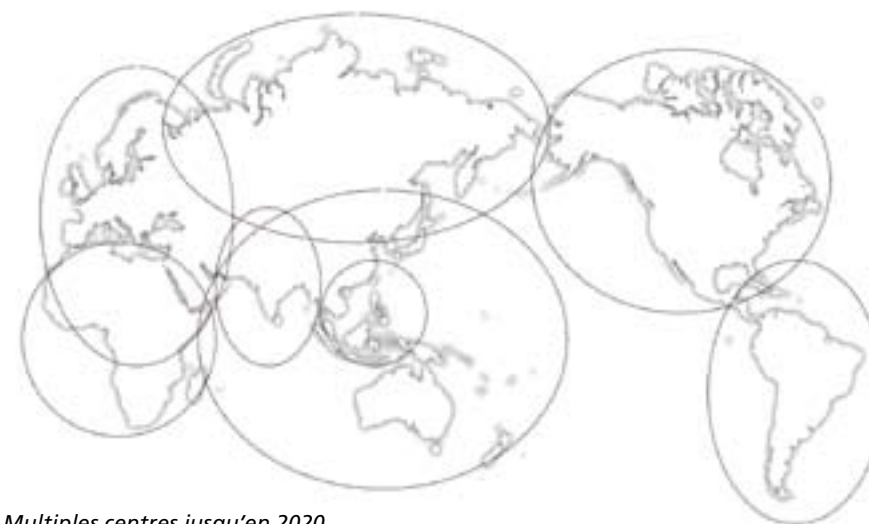
Une architecture multi-centrée

En 2020, le monde fait face aux défis posés par le changement climatique, la croissance démographique mondiale et leurs impacts respectifs sur le développement, l'économie, l'environnement, la société et la politique. Pour mieux s'adapter au changement climatique, les pays en développement utilisent de plus en plus de sources d'énergie propres et renouvelables comme principale composante de leur infrastructure en énergie, ce qui leur permet de progresser par bonds dans l'usage des combustibles fossiles. Les pays développés sont en train de rééquiper leur infrastructure en énergie afin de réduire leur dépendance des combustibles fossiles et les émissions de gaz à effet de serre (GES). La croissance démographique qui a lieu dans presque tous les pays en développement crée des pressions sociales et économiques supplémentaires sur leurs gouvernements, qui doivent ainsi trouver les moyens de leur procurer un niveau de vie décent et de créer des opportunités économiques. Les uns recourent aux stratégies migratoires du travail, les autres se concentrent sur l'amélioration du travail au niveau national par le biais d'un développement agro-industriel rapide.

Une lutte mondiale pour les ressources naturelles, quelquefois acharnée, quelquefois de faible intensité, s'est déclenchée durant les années 2020 dans les pays développés ainsi que dans les pays en développement qui se battent pour assurer leurs sources de provision (surtout ce qui touche les sources d'énergie, les terres arables et les ressources marines). Un tissu d'accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux entre le Nord et le Sud se multiplie de plus en plus afin de mieux gérer les relations économiques et d'accéder aux ressources naturelles. En même temps, ces pays continuent à se battre pour la mise en œuvre des accords multilatéraux déjà existants, tels l'OMC, CCFNU et d'autres accords environnementaux multilatéraux (AEM), surtout entre le Nord et le Sud. Les problèmes touchant le développement durable constituent toujours la base des relations entre le Nord et le Sud en 2020.

LUTTES ET UN RESEAU DENSE D'ACCORDS

Pour répondre aux contraintes d'un développement durable résultant du changement climatique, de la croissance démographique et de



Multiplés centres jusqu'en 2020

l'accès aux ressources naturelles, beaucoup de pays en développement – surtout les pays d'Asie du Sud-Est, d'Amérique Latine et du Sud de l'Afrique – ont commencé à développer des mécanismes d'intégration régionale plus solides basés sur la situation géographique de ces pays. D'une certaine manière, ces processus se sont déroulés indépendamment des économies des pays développés (surtout en termes de technologie, finance, et travail) mais ils maintiennent des liens puissants avec ces derniers (surtout en matière de relations commerciales et financières). Plusieurs centres d'intégration régionale sont en train de se former en 2020.

En 2020, par exemple, l'ANASE, le Marché Commun de l'Amérique du Sud (Mercosur), la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC) et les autres mécanismes sous-régionaux en Afrique ont fait

beaucoup de chemin pour accomplir une vraie intégration des économies de la région marquée par une intégration de la production, de la technologie, des finances du mouvement des travailleurs et des régimes commerciaux. Ces mécanismes d'intégration régionale du Sud, qui sont liés à bien des égards à l'économie de la Chine, de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud, constituent un équilibre nécessaire à l'économie mondiale en termes de diversification des bases de production et de rendement mondial, et en termes de réduction de la dépendance mondiale vis-à-vis des pays développés du Nord.

Ailleurs dans le monde, les liens serrés de la Russie avec ses proches voisins en matière de l'économie et des ressources naturelles lui permettent de développer de fait sa propre sphère économique régionale. L'Europe continue à absorber

de nouveaux membres venant des Balkans dans son infrastructure politique et économique, tout en cherchant à maintenir son influence en Afrique (alors que l'Afrique s'efforce à trouver son destin) ; les Etats-Unis ont renforcé leurs liens économiques avec le Mexique et les pays de l'Amérique centrale ; la Corée, le Japon, l'Australie, et la Nouvelle-Zélande se tournent de plus en plus vers l'Inde, la Chine et l'ANASE pour en faire des partenaires économiques fondamentaux.

LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ONT CHANGE

Les institutions de la GEM – c'est-à-dire les Nations Unies, la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC et même les institutions telles la Banque des Règlements Internationaux (BRI) – ont adopté de nouveaux rôles en 2020 ou entrepris des actions tout à fait différentes de leurs mandats originaux. Comme les pays en développement continuent à affirmer leur pouvoir politique collectif et leur statut économique dans ces différentes institutions, les structures de la gouvernance, les processus de prise de décision ainsi que leur mandat institutionnel commencent à changer.

LES NATIONS UNIES

En 2020, des changements d'adhésion au Conseil de Sécurité de l'ONU ainsi que de rôles et fonctions de son Assemblée Générale et du Conseil

Economique et Social (et leurs branches respectives) ont progressé afin d'assurer la présence des pays en développement et, de ce fait, mieux répondre à leurs préoccupations. En outre, la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement 2008, a donné un nouvel élan à un processus lancé en 2009. Ceci a abouti à une importante conférence internationale en 2013 qui avait pour objet de voir les problèmes et les possibilités pour le développement d'une nouvelle architecture institutionnelle économique au niveau mondial (ex : une Conférence de Bretton Woods II). Bien que cette conférence internationale de suivi fût initiée au sein du Comité monétaire et financier international (CMFI) du FMI, elle a été adoptée comme un processus au sein de l'Assemblée Générale de l'ONU plus tard. Cette conférence a donné des recommandations concrètes sur les rôles et fonctions de l'ONU, du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC et de la BRI en ce qui concerne la GEM. Ces propositions favorisent l'intervention de ces institutions en tant qu'agences spécialisées de l'ONU.

L'OMC

Le Cycle Doha de négociations de l'OMC en 2008 et la tentative de les reprendre en 2010 ont échoué. Ceci est dû aux différences qui persistent entre les pays développés et les pays en développement sur le contenu du développement et sur

les résultats des pourparlers. Par la suite, l'OMC s'est concentrée sur la mise en œuvre technique des engagements du Cycle d'Uruguay, et les membres de l'OMC ont commencé à utiliser au maximum le système de résolution des différends de l'OMC. Des groupes de pays en développement ont mis leurs ressources en commun afin d'introduire une procédure de règlement de différends contre les pays développés qui imposent des mesures incompatibles à celles de l'OMC contre les exportations des pays en développement. En même temps, les négociations basées sur des groupes que les pays en développement avaient utilisés durant le Cycle de Doha, qui a échoué, ont évolué au stade semi-permanent, malgré leur caractère informel, dans le mécanisme de gouvernance de l'OMC. Comme de plus en plus de pays en développement se concentrent sur l'établissement de mécanismes d'intégration régionale plus puissants, les innovations au sein des pays en développement ont prospéré depuis 2010 tant au niveau national que régional. Les politiques de développement et de commerce sont utilisées comme moyens pour promouvoir un développement de capacité d'offres faible en émission de carbone sur le plan national et régional, et la diversification agro-industrielle ainsi que le développement des secteurs de service commencent à porter des fruits sous forme de compétitivité intérieure et régionale plus puissante et des infrastructures économiques

plus diversifiées et mieux adaptées au climat.

LE FMI

Après la réduction des effectifs du FMI en 2008 et 2009 due au déficit des revenus causé par le départ des emprunteurs des pays en développement et par suite des pressions des membres des pays en développement, le FMI ne s'est plus occupé des prêts basés sur des politiques pour se concentrer sur une surveillance multilatérale des politiques nationales, financières et monétaires, y compris celles des pays développés. La crise financière qui s'est d'abord déclenchée aux Etats-Unis en 2008 et 2009 a incité les pays à introduire des mécanismes nationaux régulateurs plus sévères sur leurs secteurs financiers. Les membres du FMI ont poussé celui-ci à collaborer avec les Nations Unies pour entreprendre une surveillance plus rigoureuse des politiques et de la stabilité financière. En outre, entre 2009 et 2015, la pression croissante des pays en développement au sein du FMI pour un changement dans la formule et les parts de vote a abouti à des changements considérables, malgré le fait qu'en 2020, les pays développés tiennent toujours la majorité des parts de votes. Par ailleurs, des changements ont été effectués à partir de 2012 concernant la représentation au sein du conseil d'administration du FMI. Les pays en développement insistent à être représentés par des membres

du conseil venant de pays en développement, plutôt que venant de pays développés. Un changement considérable est survenu en 2015 quand, pour la première fois, un non Européen est nommé Directeur général du FMI.

LA BANQUE MONDIALE

La Banque Mondiale, pour sa part, a commencé à réduire ses effectifs et ses programmes de prêts basés sur la politique, vu que moins de pays en développement veulent faire des emprunts. Le flux de financements basés sur le climat venant des pays développés en 2009 et 2010, en dépit de l'opposition des pays en développement, a donné à la Banque Mondiale une nouvelle raison d'exister servant de conduit aux financements volontaires basés sur l'Assistance Officielle au Développement (AOD) en faveur du transfert de technologie et les actions d'atténuation du changement climatique dans les pays en développement. Néanmoins, la Banque Mondiale fait face à une concurrence féroce dans ce domaine due au nombre croissant de coopérations Sud-Sud au sujet des actions sur le changement de climat (atténuation et adaptation). Concernant de tels financements, les pays en développement éprouvent toujours des difficultés avec les conditionnalités imposées par la Banque Mondiale et ses donateurs et refusent de les accepter. Sur le plan interne et suivant le pas du FMI, la pression des pays en déve-

loppement sur la Banque Mondiale pour un changement dans les parts et la formule de vote ont abouti à une augmentation considérable de places pour les groupes des pays en développement au sein du Conseil d'Administration de la Banque Mondiale. Il y avait aussi des changements sur les modèles de représentation dans ce comité étant donné que les pays en développement sont de plus en plus représentés par des membres du Conseil venant de pays en développement. Finalement, en 2018, un non Américain sera le Président de la Banque Mondiale.

LA BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

La BRI, longtemps considérée comme le bastion des banques centrales des pays développés, s'ouvrira aux pays en développement vers 2012, l'impact de la crise financière de 2008-2009 nécessitant plus de réglementation interne et multilatérale concernant les flux financiers transfrontaliers. Les accords de Bâle II de la BRI de 2004 sur l'adéquation des capitaux bancaires ont commencé en 2007 : les flux financiers dans les pays en développement, la stabilité et la capitalisation du secteur bancaire intérieur et la capacité de régulation financière intérieure. L'impact de leur mise en œuvre a poussé les pays en développement à faire pression sur la BRI pour qu'elle soit plus transparente et qu'elle inclue d'autres banques centrales qui ne font pas partie de la BRI dans

ses discussions. En 2015, une pression suffisante s'est développée sur le groupe du G10 au sein de la BRI pour une extension d'adhésion afin d'inclure plus de pays en développement et d'entreprendre un rôle régulateur plus actif concernant les mouvements des capitaux et avoirs entre les frontières.

A partir de fin 2008, des discussions internationales sur les aides au développement et leur efficacité tendent de plus en plus à mettre fin à la dépendance étant donné que les pays en développement ont cherché des changements à long terme dans la qualité et la quantité des aides au développement afin de soutenir le développement intérieur au lieu d'une dépendance continue sur les aides. En 2016, la communauté d'aide internationale a déclaré officiellement que les aides au développement devraient être axées sur une stratégie de sortie de l'aide – c'est-à-dire aider à la création de conditions de développement qui permettraient aux pays bénéficiaires de ne plus avoir besoin d'aide au développement.

Pendant ce temps, la rhétorique sur la promotion de la coopération Sud-Sud dans plusieurs domaines de la politique de développement est suivie d'actions. Les grands pays comme l'Inde, le Brésil, la Chine et l'Afrique du Sud ont augmenté leur budget pour la coopération Sud-Sud. Ils ont aussi donné le maximum de soutien aux actions collectives des pays en

développement ainsi qu'à leur place dans les différents forums internationaux. Les pays en développement plus petits ont continué à travailler ensemble à travers leurs groupes régionaux ou au sein de groupes thématiques.

LE MONDE EN 2020: UN MODELE MULTI-CENTRE

En 2020, la GEM est enclenchée en se basant sur un modèle multi-centré avec la participation des pays en développement, aussi bien individuellement qu'à travers leurs groupes ou mécanismes d'intégration régionale. Ces pays jouent un rôle plus grand et plus influent d'une façon formelle ou informelle. Alors que les économies des pays développés continuent à être le moteur de l'économie mondiale, les pays en développement – qui sont dans beaucoup de cas groupés autour de centres régionaux tels que l'Inde, la Chine, l'ANASE, le Mercosur et la SADC – constituent aussi une force qui dirige l'économie au sein de leurs régions et dans l'arène mondiale, à leur rythme.

Les institutions internationales qui ont existé en 2008 ont commencé à s'adapter au poids et à la présence croissants des pays en développement dans le système économique et politique mondial et à répondre d'une manière plus positive à bien des égards aux problèmes de développement exprimés par les pays en développement.

Quant au changement climatique et la croissance démographique auxquels le monde doit faire face, les centres régionaux ont commencé en 2020 à jouer des rôles clés en formant des réponses régionales et nationales à ces défis sous forme de contributions aux actions mondiales. Le nombre croissant de ressources mises à disposition au niveau régional causé par une intégration régionale plus profonde a amélioré la capacité des pays en développement à entreprendre des changements plus considérables dans leurs infrastructures énergétiques et leurs chemins menant au développement. En fin de compte, ceci a favorisé des modèles de consommation et de production intensifs mais faibles en carbone et en même temps fournit des opportunités économiques suffisantes à la population croissante.

Le monde multi-centré de 2020, qui est le fruit des défis et des crises des premières années du 21^{ème} siècle, représente un monde où les pays en développement sont capables d'établir leurs propres voies au développement et comptent sur eux-mêmes et leurs voisins régionaux pour améliorer leurs perspectives de développement. Ainsi, ils ont plus d'influence dans la conception de la politique économique mondiale.

Un rêve se réalise

Notre monde est un monde différent en 2020. Comme nous sommes des êtres humains avec nos qualités et nos défauts, il y aura toujours des cas d'inégalité, de pauvreté et de violence. Mais on a tiré des leçons importantes avec un large accord sur les priorités clés : la poursuite de la paix, l'amélioration de la qualité de vie pour les générations présentes et futures et les efforts pour fournir les opportunités et les ressources en vue de la réalisation des droits de l'homme de base. Les objectifs économiques se plient à ces priorités. De ce fait, une priorité est donnée aux investissements dans l'éducation, la santé et les technologies propres. Le commerce et la finance internationaux sont poursuivis tant qu'ils favorisent ces priorités. Le monde est devenu plus intégré grâce aux échanges d'informations, d'idées et de connaissances (avec un accès universel aux réseaux d'information et de communication) et moins à travers les flux commerciaux et financiers. Même si les Etats-nations retiennent une place importante, la structure de la gouvernance mondiale, y compris la GEM, est composée de plusieurs couches ayant des dimensions locales, nationales, régionales et internationales.

UNE APPROCHE ASCENDANTE, DES INSTITUTIONS EFFICACES ET ...

La GEM dans ce scénario a deux principes directeurs. Un, la répartition des pouvoirs entre les différentes couches suit une approche ascendante. Tous les pouvoirs restent au niveau local et sont dévolus vers le haut (c'est-à-dire à un niveau national, puis régional et enfin mondial) quand c'est nécessaire. Quand le pouvoir est cédé de cette manière, les institutions régionales et mondiales de gouvernance économique ont pleine autorité pour agir dans ces domaines. Par conséquent, il y a peut-être moins de domaines où des institutions / structures sont créées mais ces institutions / structures sont bien plus efficaces que celles d'avant.

... UN COMMERCE EQUITABLE

L'OMC est une telle institution, mais avec un mandat beaucoup plus déterminé. Son objectif fondamental est d'établir et d'appliquer les règles pour un commerce *plus équitable* et non pas la poursuite du *libre-échange*. De la même façon, il y a une institution mondiale qui se charge des problèmes financiers et monétaires

dont les objectifs fondamentaux sont d'assurer l'équilibre financier et monétaire mondial. Ces institutions mondiales sont soutenues par des arrangements régionaux de la même nature.

Le monde qui en résulte n'est pas nécessairement un monde plus riche et ce n'est pas non plus un monde organisé à partir du sommet. Mais c'est un monde qui est moins enclin aux exploitations commerciales, aux crises financières et monétaires, à une inégalité et une pauvreté croissantes ainsi qu'à une violence croissante.

Une économie mondiale plus verte

En mars 2020, les gouvernements, les entreprises et les ONG se réunissent à Davos, une ville de montagne Suisse qui n'a pas vu de neige durant les trois dernières années et dont les nombreux hôtels vides hébergent des réfugiés déplacés des régions plus pauvres du monde, énormément affectés par le changement climatique. Le Forum Mondial Economique est une assemblée d'un groupe plutôt restreint de gens, qui n'est rien par rapport aux réunions fastueuses du début des années 2000, mais qui reste une vieille tradition.

En 2020, les pays de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) ont réussi la réduction d'environ 20 pourcent des émissions de GES, permettant ainsi la progression vers les cibles de 2050 convenues dans l'accord sur le climat de Copenhague de 2009. Les pays en développement viennent tout juste de commencer la réduction des GES avec des objectifs contraignants qui vont entrer en vigueur en 2020. Malgré ce progrès, le monde continue de subir des catastrophes climatiques de plus en plus fréquentes dans plusieurs régions du monde.

Mais tout n'est pas sombre. La crise monétaire et financière d'octobre 2008 et l'élection du premier président afro-américain aux Etats-Unis ont permis aux Etats-Unis et à d'autres pays de l'OCDE du monde entier de commencer à stimuler les dépenses fiscales pour le redressement des économies réelles et à progresser vers une nouvelle économie mondiale, plus verte et à faible émission de carbone. La communauté internationale, sous la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), a rassemblé un programme de travail commun qui a beaucoup investi non seulement dans les énergies renouvelables, incluant l'énergie solaire et éolienne et l'utilisation des déchets municipaux et agricoles pour la combustion, mais aussi dans des techniques encore inconnues en 2008. Le programme fut principalement financé à partir des taxes sur les émissions de CO₂.

Vers 2020, les Etats-Unis et l'Europe produisent 50 % de leur électricité à partir d'énergies renouvelables et des millions de nouveaux emplois ont été créés. Les Etats-Unis ainsi que l'Europe ont établi des programmes sur les pertes d'emploi au

sein des industries à combustibles fossiles. Les programmes comprennent la formation, la réorientation et les emplois garantis.

La CCNUCC a adopté un système effectif pour financer la mise en œuvre des technologies d'adaptation et d'atténuation et a établi des processus de transfert de technologies des pays développés vers les pays en développement, et de ceux-ci vers d'autres pays en développement. L'Inde, devenue un leader en technologie d'atténuation et d'énergies renouvelables, s'active à disséminer ses connaissances au-delà des frontières. La Chine a continué son développement rapide, mais n'est pas en mesure de fournir assez de travail à son peuple. Elle fait face à des défis énormes tant dans l'environnement que dans les ressources naturelles, dont le manque d'eau potable pour des millions de personnes. Durant la dernière décennie, la Chine a beaucoup investi en Afrique pour alimenter son économie avec les ressources naturelles de ce continent, alors que l'Afrique a à peine bénéficié de cet investissement.

Les institutions financières internationales n'ont presque rien

changé bien que la Banque Mondiale, dirigée par le successeur de Robert Zoellick, a graduellement cessé de financer les projets sur les combustibles fossiles. Le FMI a gagné de l'importance depuis la crise financière de 2008 mais a légèrement changé en termes de réformes institutionnelles. En 2020, l'OMC et son mécanisme de règlement des différends dont les auditions peuvent être suivies via Internet continuent à fonctionner. Aucun nouvel accord de commerce n'a été conclu depuis le Cycle d'Uruguay, mais des problèmes importants sont résolus et examinés au niveau des comités techniques qui sont ouverts au public.

D'ici 2020, la communauté internationale aura négocié un nouveau traité sur l'investissement transnational sous les auspices de la CNUCED. La première ébauche de travail a reflété la même approche que les traités d'investissements bilatéraux, mais les pays en développement ont refusé de signer un tel accord et ont négocié un accord plus équilibré qui comprend également des principes de responsabilité mutuelle.

Descente dans l'abîme

L'année 2008 a vu un président noir remporter une victoire écrasante aux Etats-Unis. En janvier 2009, il a prêté serment et les attentes furent grandes sur le fait qu'il va procéder à des réformes économiques aux Etats-Unis (remettre l'économie sur les rails), réglementer Wall Street et également initier la réglementation des finances sur le plan mondial. Il y avait des attentes sur le fait qu'il mettrait fin à la guerre en Irak, modérerait les relations avec l'Iran concernant ses installations nucléaires, et de ce fait, atténuerait la fureur musulmane vis-à-vis de l'arrogance américaine et l'étalage de sa puissance politique et militaire. On avait espéré même qu'il pourrait en quelque sorte diriger les pourparlers de paix au Moyen-Orient. En outre, il a promis un engagement ferme à appliquer des mesures pour soulager la planète en péril en mettant l'Amérique sur le chemin d'une croissance utilisant l'énergie de manière efficiente.

L'Amérique s'est embarquée sur le chemin du protectionnisme. Une série d'incitations a été offerte à des secteurs variés pour assurer leur compétitivité mondiale. Le déficit a atteint un niveau incroyablement élevé. Le chômage a atteint 15 pour cent en 2009. L'économie était en profonde récession.

La récession américaine affecta la Chine dont le PIB a considérablement diminué en 2009. L'Europe, l'Asie et plusieurs pays d'Afrique étaient tous en récession.

Les grandes économies ont entrepris la mise en place de politiques protectionnistes. Pourtant, l'Europe continua sa marche vers la négociation des accords de partenariat économique avec toutes les régions des pays en développement. Effrayés par le degré de protectionnisme qu'ils ont vu, les pays en développement se sont ralliés pour la conclusion du Cycle de Doha jusqu'en 2011. Ils ont également continué à signer des accords de libre échange avec l'UE ; leurs marchés ont été ouverts. En plus, ils ont permis l'accès libre aux investisseurs européens qui cherchent à exploiter leurs matières premières.

Vers 2015, dans leur tentative à quand même produire malgré la récession, la demande en matières premières des puissances économiques a petit à petit fait naître des tensions entre les pays en développement. L'Afrique a été valorisée pour l'accessibilité de ses matières premières : le cobalt, le lithium, le platine, le titane et le tantale. La Chine, qui eut eu tendance à rester non confrontationnelle d'abord,

s'est beaucoup plus affirmée en protégeant ce qu'elle considère être son droit aux ressources de certaines régions d'Afrique. Une confrontation eut lieu entre la Chine et l'UE due aux ressources. L'UE a déclaré que la Chine n'eût pas respecté les accords signés sur les matières premières. Ces tensions ont été également jouées sur le terrain avec des batailles qui se déclenchent dans les régions où ces matières premières sont présentes et où les élites locales sont tiraillées entre les Chinois et les Européens.

QUAND TOUT VA MAL

Pendant ce temps, la Chine a également acheté des larges superficies de terre en Afrique pour la production de nourriture à exporter en Chine. Le projet était au départ très apprécié par les Africains puisque c'était un investissement qui favoriserait la création d'emplois, mais le résultat en a été l'augmentation du nombre d'indigents urbains en Afrique.

Une nouvelle administration a pris contrôle de la Maison Blanche en 2016. Il y a eu un changement en faveur du Parti Républicain puisque huit années de contrôle par les Démocrates n'eurent pas tenu les promesses d'amélioration sur le plan

économique. Les Etats-Unis sont sortis d'une longue récession, mais la croissance a resté très lente et le taux de chômage tournait autour de 8 à 9 pour cent.

Pendant ce temps, la pauvreté en Afrique a été exacerbée par le changement climatique et le manque d'eau. L'eau devient le problème majeur vers 2020, provoquant des cas d'urgences en Afrique mais aussi une reprise des tensions entre les grandes puissances. Les sociétés commerciales se disputent l'eau dans le secteur de l'agrobusiness, de la manufacture, etc. Les gens se battent également pour de l'eau, et les épidémies sont très fréquentes à travers l'Afrique subsaharienne et même à travers la Chine, l'Inde et d'autres pays asiatiques.

En 2020, les inégalités déjà si flagrantes en 2008 se sont multipliées. Le régionalisme, auquel plusieurs pays ont aspiré, n'a jamais pris racine, certainement pas sur le continent africain qui reste un terrain d'exploitation des sociétés européennes, chinoises et américaines. Tout est allé de mal en pis et, au niveau international, le leadership a été presque inexistant concernant la manière dont la communauté mondiale pourra inverser la cause.

Groupe 1 : Le *régionalisme*

1. Point de départ 2008

En 2008, le système de GEM était en crise. Il était incapable de résoudre les problèmes mondiaux de ce temps-là, tels que la sécurité alimentaire et de l'énergie, la crise financière ou les défis du changement climatique. On a appelé ceci le « multilatéralisme dysfonctionnel » ou un « vide de gouvernance mondiale ». En même temps, des puissances émergentes telles que le Brésil, la Chine ou l'Inde ont gagné une force tant économique que politique. Ainsi, l'ordre mondial unipolaire (dominé par les Etats-Unis) et bipolaire (Etats-Unis et UE) est devenu de nouveau multipolaire. Les puissances émergentes ont fait clairement savoir qu'elles souhaiteraient avoir leur mot à dire dans les forums de prise de décisions mondiaux, et il est évident qu'aucune décision multilatérale d'importance ne pourrait être prise contre leur volonté. Alors que ceci a abouti à une impasse du système de GEM qui s'est trouvé inefficace pour résoudre les problèmes mondiaux, il y a eu une entente commune sur le fait que les problèmes mondiaux ne pouvaient être résolus par un seul pays.

2. Le chemin vers 2020

En 2008, alors que l'incompétence des organisations internationales traditionnelles (OMC, FMI, Banque Mondiale, ONU) et de leurs mécanismes de prise de décision était largement reconnue, les conflits d'intérêts et les minorités bloquantes ont empêché toute tentative de réforme institutionnelle. Les gouvernements n'ont pu se mettre d'accord sur une solution multilatérale aux crises graves qui durèrent plusieurs années ni trouver une base commune pour la réforme du système multilatéral de telle façon que leurs intérêts respectifs auraient pu être maintenus. De plus, la pression pour réagir contre ces crises s'est accrue, compte tenu des urgences économiques nationales qui deviennent de plus en plus des urgences sociales, et même politiques, sous forme de taux de chômage élevé, de déflation des salaires et même de troubles sociaux. Par conséquent, les puissances émergentes ont changé de priorité et misent de plus en plus sur leurs forces nationales. Elles se sont tournées vers les sphères d'influence plus proches qu'elles peuvent contrôler directement, en progressant sur l'intégration économique de leur région respective

et en formant des blocs régionaux puissants (« centres de gravité »). En même temps, elles se sont retirées des processus multilatéraux. Les pays plus petits n'ont pu trouver d'autre issue que de s'allier avec la principale puissance économique de leur région selon un système de centre de correspondance.

Dans les années suivantes, l'OMC a continué d'exister et a fourni les règlements de base du commerce international. Pourtant, en pratique, elle est devenue inutile étant donné la domination des flux de commerce bilatéraux et régionaux (régis par des accords de commerce bilatéraux et régionaux) et l'indifférence générale pour les décisions du mécanisme de résolution des litiges de l'OMC. Le FMI et la Banque Mondiale ont également perdu de leur importance et leurs fonctions ont été reprises par des banques de développement régionales. Alors que les Nations Unies continuaient à opérer, aucune loi ni règle ou régulation contraignantes n'ont été adoptées au niveau international.

En 2018, les problèmes mondiaux ont empiré et une lutte mondiale pour les ressources naturelles rares (surtout l'énergie, le sol arable,

l'eau et les ressources marines) a commencé, qui a même causé des conflits violents entre les principales puissances économiques et les régions. Toujours dans la même année, le CMR a été établi comme un forum exclusif pour les dirigeants du monde afin de résoudre les problèmes mondiaux. Les principales puissances économiques ont créé des coalitions et ont pu avoir l'appui des pays voisins pour gagner une influence politique. Ils ont utilisé cette influence pour les négociations multilatérales occasionnelles sur des problèmes dont l'étendue dépasse une solution régionale comme le changement climatique. Les principales puissances économiques ont volontairement offert à leurs plus petits voisins un accès préférentiel à leurs marchés, une aide au développement et des investissements étrangers directs. En échange de cet appui sur lequel ils dépendaient, ces plus petits pays fournirent « leur » puissance économique régionale en ressources à bon marché et un appui politique. Pourtant, le développement des différents « centres de gravité » était inégal.

3. « Régionalisme harmonieux et conflictuel en 2020 »

En 2020, les organisations internationales traditionnelles dans leur forme précédente ont perdu de leur importance (comme l'OMC), ont été contournées (comme le FMI et la Banque Mondiale) ou ont été largement ignorées (comme l'ONU). Les principales puissances économiques ont formé des blocs régionaux très solides (« centres de gravité ») incorporant les pays avoisinants plus petits avec de différents niveaux de développement social et économique. Des banques régionales de développement ont largement pris contrôle des fonctions du FMI et de la Banque Mondiale. Les blocs régionaux ont des degrés d'intégration différents, des structures différentes et des formes d'interaction différentes. Ceci dépend de l'histoire et de la durée du processus d'intégration, des différences économiques entre les pays participants aussi bien que des déterminants sociaux et des facteurs culturels. Les intérêts nationaux ont été les forces agissantes les plus importantes pour la création de ces « centres de gravité », dont la recherche de la sécurité en nourriture et en énergie, la puissance politique et économique ainsi qu'une sphère élargie en influence. La GEM a été réduite à l'interaction entre ces « centres de gravité ».

Alors que quelques blocs régionaux fonctionnent bien, d'autres sont plutôt des zones régionales fragmentées. Sept blocs dominent la scène :

- L'UE (avec maintenant 40 membres) ; monnaie : l'euro
- Le bloc Etats-Unis / Amérique du Nord ; monnaie dominante : le dollar
- La Chine ; monnaie dominante : le yuan renminbi
- Le bloc Inde / Asie du Sud ; monnaie : la roupie indienne
- Le bloc Brésil / Amérique du Sud ; monnaie dominante : une nouvelle monnaie régionale basée sur le réal brésilien
- Le bloc Russie / Asie centrale ; monnaie dominante : le rouble russe
- L'ANASE ; monnaie : nouvelle monnaie régionale

Les pays qui ne font pas partie de ces blocs font face à une situation difficile. Quelques uns d'entre eux sont assez forts pour maintenir un degré d'indépendance par rapport aux blocs, tels que le Japon, la Corée ou l'Afrique du Sud, et négocient des accords d'investissements et de commerce mutuellement bénéfiques. S'ils sont politiquement faibles et possèdent des ressources naturelles, comme la plupart des pays africains, ils sont sujets à plusieurs tentatives des différents blocs à accaparer ces ressources, que ce soit en échange de compensation ou par la force militaire. Ceci aboutit à des « guerres par procuration » dans ces régions (disons-le carrément : « L'Afrique est un champ de bataille. »). D'autres pays, à cause de leur position géopolitique stratégique (ex : l'Egypte, l'Afrique du Sud) ou de leur richesse en ressources d'énergie (ex : l'Iran,

l'Arabie Saoudite) et d'autres matières premières décisives restent indépendants mais sont sujets aux tentatives des principales puissances économiques d'appropriation de leurs ressources. La région du Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) est un bon exemple puisque ce n'est pas un groupe régional puissant, mais elle exerce une certaine influence sur d'autres régions grâce à ses richesses en ressources naturelles. Cependant, étant donné les piètres résultats de cette région à agir de façon unifiée, elle court également le risque de devenir un champ de bataille des puissances dominantes. L'Afrique, en particulier, reste une région non intégrée bien qu'un bon nombre d'accords d'intégration régionaux se chevauchant soit encore en vigueur sur papier. Elle est caractérisée par un nombre d'Etats faillis et de niveaux élevés de corruption et de pauvreté.

Les blocs régionaux agissent entre eux et se réunissent occasionnellement au CMR. Le CMR fournit la plateforme de dialogue pragmatique entre les blocs régionaux qui sont représentés par leurs principales puissances économiques respectives.

Les blocs régionaux sont également en concurrence pour les ressources rares du globe telles que l'eau, la nourriture et l'énergie. Quelquefois, il y a des contrats (stables) entre les fournisseurs de ressources externes et les blocs régionaux. Pourtant, il y a fréquemment des tensions

diplomatiques et des bruits de bottes. Bien que la plupart des conflits soient résolus au niveau de réunions bilatérales, ils mènent à des « guerres par procuration » quelquefois, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient. La coopération interrégionale est limitée, et chaque région essaie de résoudre les problèmes au sein de sa région, même les problèmes mondiaux. Néanmoins, une fois qu'il y a un intérêt commun à résoudre un problème mondial globalement, tel que le changement climatique, un cadre de travail sur la base du cas par cas est établi. Quelquefois, trois blocs ou plus s'accordent sur un sujet, c'est-à-dire que des accords « pluri-régionaux » sont possibles.

Le commerce intra-régional domine et les barrières commerciales dans la plupart des régions ont été levées progressivement. Les principales puissances économiques investissent beaucoup dans l'infrastructure régionale qui mène à des réseaux de commerce et de production régionaux plus forts. Des systèmes d'eau, de nourriture et d'énergie localisés et régionalisés sont en place, bien qu'ils ne soient pas toujours suffisants pour satisfaire entièrement la demande des pays membres. Le commerce et l'investissement se font entre les régions s'il n'y a pas assez de capacité à le faire au sein des régions respectives mêmes. Quelques régions ont réussi l'intégration monétaire avec des institutions régionales (bien que dominées par la puissance régionale),

agissant comme prêteurs de dernier recours et gérant les fluctuations extérieures de la monnaie. Dans d'autres régions, les pays plus petits ont adopté la monnaie principale ou fixé leur taux d'échange par rapport à celle-ci, en donnant au pouvoir régional le double bénéfice des taux de change stables et de l'autonomie monétaire. Alors que les taux de change au niveau de chaque région sont donc pour la plupart fixes, les monnaies utilisées entre les blocs régionaux fluctuent. Quelquefois, des dévaluations de monnaie concurrentielles se produisent.

Les compagnies commerciales multinationales se sont adaptées aux nouvelles structures et ont créé des réseaux de production régionaux dans le cadre d'un processus de dissolutions et de nouvelles fusions. Pourtant, pour les sociétés opérant encore à un niveau interrégional, faire des affaires est devenu plus compliqué et onéreux.

La description de chacun des sept blocs est détaillée dans ce qui suit : L'UE, appuyée et verrouillée par un cadre légal détaillé et solide, a le plus haut degré d'intégration. En 2015, une nouvelle constitution européenne a été décidée, qui a mis à jour la structure interne de l'UE, prenant en considération l'augmentation des adhésions. L'UE est une union politique régie par des politiques communes dans plusieurs domaines, parmi lesquels le commerce, l'économie, la finance, mais aussi le social, l'environnement et

autres. Le marché intérieur commun fonctionne avec le libre mouvement des marchandises, de la main-d'œuvre, des capitaux et des services. En outre, un niveau de vie minimum est garanti pour tous les pays membres. Ceci empêche l'instabilité sociale et est basé sur le principe de subsidiarité. L'euro est la monnaie commune, utilisée pour toutes les transactions financières internes de l'UE, mais elle reste aussi une monnaie forte au niveau international. La Cour Criminelle Européenne a été établie et même les sociétés ont la possibilité de poursuivre en justice d'autres sociétés auprès de cette cour. Les décisions dans l'UE sont prises par le vote majoritaire pondéré (association de la population et l'importance du PIB). Au niveau interrégional, en tout premier lieu au CMR, l'UE parle d'une seule voix pour tous les domaines de politique.

Les Etats-Unis forment un bloc avec le Canada, le Mexique et les Etats plus petits de la région. Ce bloc est d'abord dominé par des considérations économiques et commerciales. Le marché régional est entièrement ouvert et des réseaux de production régionaux sont établis. Une cour criminelle régionale est en place pour s'occuper des litiges commerciaux et d'investissement. Les Etats-Unis insistent sur l'importance du travail et des normes environnementales et fournissent l'assistance technique pour améliorer les conditions sociales dans les pays les plus petits du bloc car ils sont conscients qu'autrement, le flot des migrations vers les

Etats-Unis créerait de plus sérieux problèmes.

Le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie sont les dirigeants des blocs régionaux qu'ils dominent et utilisent pour influencer les autres blocs et nations. En retour, ils offrent de l'aide et de la coopération aux pays avoisinants qui, dans leur forme extrême, ressemblent à des « Etats vassaux ». Des structures financières régionales sont en place et les entités des secteurs privés qui opèrent au niveau régional ont intensifié leurs contacts et créé des réseaux de production régionaux. Les décisions sont prises par les puissances dirigeantes et acceptées par les membres des blocs respectifs.

Le Brésil pouvait être considéré comme le plus « inoffensif » des puissances émergentes. La zone de libre échange de l'Amérique du Sud fonctionne très bien et une nouvelle monnaie basée sur le réal brésilien est en place. Pourtant, le problème majeur est de gérer les asymétries régionales et nationales qui impliquent des tensions politiques. Le bloc fait bien usage de ses possibilités de développement sous forme d'exploitation des zones fertiles larges, l'exploitation de ses minéraux immenses et variés, l'utilisation de sa riche biodiversité et le développement de différentes sources d'énergie.

La Chine, avec ses 1,5 milliards d'habitants, est la plus grande puissance concernant la population. Elle forme

la partie essentielle de l'Union Asiatique, dirigée communément par la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée (unifiée) et l'ANASE sous la forme d'une présidence tournante par ces 5 puissances. Bien que l'Union Asiatique ne soit pas une union politique et est énormément divisée en ce qui concerne la politique militaire et celle de la défense, elle est également très intégrée au niveau du commerce et de l'investissement et a établi le mouvement libre des marchandises, des services et de l'investissement. Le libre mouvement de la main-d'œuvre est facilité pour tous les professionnels éligibles grâce au Document de Voyage de l'Union Asiatique. L'Union Asiatique a ses représentants dans les arènes politiques interrégionales majeures et a un statut d'observateur au CMR.

L'Inde, avec ses 1,3 milliards d'habitants, est la seconde plus grande puissance concernant la population. Elle a intensifié ses relations économiques, commerciales et d'investissement avec les pays voisins plus petits, en particulier ceux faisant partie de la zone de libre échange de l'Asie du Sud. Néanmoins, ce bloc est limité à la coopération économique alors que les relations politiques restent tendues, en particulier entre l'Inde et le Pakistan. L'Inde est un membre influent de l'Union Asiatique et a également beaucoup d'influence dans la conception des domaines de politique d'intérêt commun.

La Russie combine un pragmatisme économique avec une forte insistance sur les problèmes de sécurité pour consolider son influence sur l'ancienne région soviétique, excepté les pays baltiques. La coopération économique est basée sur le concept du marché commun avec quelques réserves et exceptions qui varient d'un pays à l'autre. L'intégration politique est limitée aux agences de coordination responsables des domaines particuliers d'intérêt commun. L'énergie russe, les investissements directs étrangers et les demandes d'importation sont les forces centripètes majeures et le rouble est intensément utilisé pour les commerces régionaux. Bien que la plupart des membres du bloc régional, y compris la Russie depuis 2010, aient rejoint l'OMC, les litiges commerciaux entre eux sont en gé-

néral gérés sur une base bilatérale. L'UE reste le principal partenaire économique avec l'accord bilatéral de libre-échange signé par la Russie et l'UE en 2012.

L'ANASE, depuis l'arrivée de Timor-Leste comme son 11ème membre, a lentement forgé des niveaux d'intégration régionale politique et économique (finance et commerce) plus profonds bien qu'elle ne puisse pas encore se mesurer avec l'UE. Même si encore affectée par des niveaux de développement économique variés, l'ANASE a pu ouvrir une voie menant à une indépendance politique et économique pour la région et ses membres et en même temps maintenir des liens solides avec la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée à travers l'Union Asiatique. Avec presque 750 millions d'habi-

tants et une économie régionale toujours plus profondément intégrée, relativement auto-suffisante en termes de main-d'œuvre, de capital, de technologie et de ressources d'énergie, l'ANASE continue à poursuivre sa vision d'unité régionale plus profonde basée sur la politique ANASE de prises de décisions par consensus et de non ingérence.

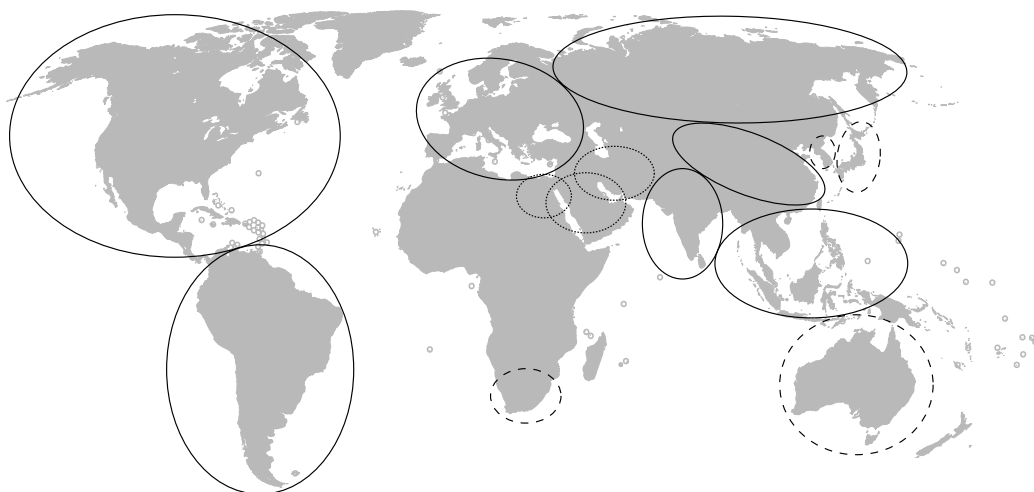
4. Le rôle des incertitudes critiques

Les incertitudes critiques identifiées dans *l'effondrement* de l'UE ou l'implosion de la Chine n'affecteraient probablement pas la structure de base des scénarios, bien qu'ayant des effets négatifs sur les régions concernées, étant donné que les conséquences resteraient limitées aux régions respectives. Une *dépression mondiale* affecterait négativement ce scénario, pourtant moins sérieusement que les autres scénarios, étant donné que les économies des blocs régionaux respectifs fonctionnent à un certain degré d'indépendance du monde extérieur. Une *révolution technologique* ou *nouvelle idéologie* pourrait cependant changer le scénario dramatiquement. L'innovation dans le secteur de l'énergie (hydrogène, solaire, thermique) pourrait mener à des impulsions positives avec même des effets multiplicateurs pour le développement. Une *nouvelle idéologie* pourrait inverser les modèles de commerce, d'investissement, de financement et de consommation de différentes manières, qui pour-

raient soit intensifier l'intégration régionale, soit déclencher un sens renouvelé du multilatéralisme.

5. Le message politique

L'intégration régionale a gagné de l'importance depuis la deuxième moitié des années 1990. Après les crises difficiles qui avaient commencé en 2008, il n'y a pas eu de « big bang », mais plutôt un processus de régionalisme intensifié commence, déclenché par l'inadéquation du multilatéralisme. L'intégration régionale est le centre principal de toute conception de politique, alors que les institutions multilatérales ont été contournées. Le régionalisme a fait avancer le développement dans les pays concernés mais s'avère ineffectif dans la résolution des problèmes mondiaux.



Un monde dominé par des blocs régionaux

Groupe 2 : *Le multilatéralisme*

I. Introduction

1. But du nouveau système

Le scénario envisage un monde de « gouvernance mondiale » et non de gouvernement mondial. Néanmoins, c'est un monde qui a accepté de remplacer le système inefficace des Nations Unies et a associé les institutions internationales à une série d'institutions plus solides. Le nouveau système a été conçu pour surmonter les faiblesses du système basé sur les Nations Unies, tout comme les concepteurs des Nations Unies ont cherché à surmonter les faiblesses dans la conception de la Société des Nations. Les crises mondiales de 2008 à 2015 ont dû faire reconnaître que la survie mondiale dépendait d'une coopération internationale plus sérieuse. Le nouveau système devrait gagner la confiance de la plus grande partie des peuples dans les pays riches et pauvres, du monde du travail et du capital, des secteurs publics et privés.

La dure réalité en 2020 est que les Etats sont encore forcément les unités prédominantes dans toute prise de décisions et que la législation nationale est souvent exigée pour

changer les accords internationaux en lois qui régissent les acteurs non étatiques et que les tribunaux nationaux vont appliquer. Il a été reconnu essentiel pour une adhésion mondiale que les accords conclus dans le nouveau système aient un statut plus solide que la plupart des décisions prises sous les Nations Unies qui eurent été trop souvent limitées à des objectifs diplomatiques mais inefficaces et ambitieux.

2. Nouveaux défis

Le monde est devenu plus complexe. La sécurité a été la principale force motrice conduisant à l'établissement des Nations Unies après les désastres de la Seconde Guerre mondiale et le Conseil de Sécurité en son centre. A ce jour, la sécurité n'a pas perdu de son importance. Mais d'autres problèmes comme les normes de travail, les droits de l'homme y compris les droits économiques et sociaux, le développement, la migration et le changement climatique se sont ajoutés aux défis politiques prééminents du 21^{ème} siècle. Ainsi, un système multilatéral moderne était indispensable pour l'élaboration d'une structure autour de ces préoccupations politiques.

Dorénavant, aucune de ces préoccupations politiques ne peut être traitée séparément. Il est devenu évident qu'elles étaient très interdépendantes. Les normes de travail avaient un effet positif sur le développement social et économique, ce qui peut réduire l'attrait à l'émigration dans les pays et régions plus pauvres. La désertification croissante, la sécheresse, les ouragans et d'autres extrêmes climatiques associés au réchauffement de la terre, aussi bien que les difficultés économiques et les conflits, empêchent le développement et obligent les gens à trouver du travail à l'étranger. Les inégalités sociales et les migrations massives peuvent déstabiliser les pays et les régions. Par conséquent, il était nécessaire d'avoir une structure multilatérale pour rendre possible une politique cohérente vérifiable.

II. Le nouveau système : la structure

1. Structure à deux niveaux

Puisque le monde est terriblement complexe, le nouveau système mondial a prévu deux niveaux de

délibération et de coopération internationales. Des institutions internationales spécialisées abordent des problèmes de politique spécifiques, tels les règlements intérieurs pour la politique de commerce international ou la coopération pour la stabilité financière internationale. Une Assemblée de Gouvernance Mondiale détermine les principes généraux qui guident ces institutions susmentionnées et les priorités en termes de résolutions des litiges entre elles.

2. L'Assemblée de Gouvernance Mondiale

L'Assemblée de Gouvernance Mondiale (AGM) est au cœur du système multilatéral. Chaque Etat est représenté à égalité dans l'AGM. En principe, le chef d'Etat ou le chef du gouvernement préside chaque délégation nationale et participe à chaque réunion annuelle. L'AGM détermine les principes primordiaux du système international tout entier : les droits de l'homme et le développement durable. L'AGM établit l'ordre du jour et formule la politique générale du système multilatéral. Les principes adoptés par l'AGM doivent être reconnus par

toutes les organisations internationales. Ils sont la base des politiques internationales et doivent être respectés tout au long du processus politique, de la formulation de politique à la mise en œuvre.

3. Le Conseil Mondial : action rapide – pas de veto

Les concepteurs du nouveau système ont ajouté un Conseil Mondial de 15 membres en tant que structure affiliée de l'AGM. Le conseil s'occupe des urgences économiques et politiques, y compris les urgences sociales et environnementales. Il est sujet à évolution par l'AGM.

Le Conseil Mondial comprend un groupe de membres des grands Etats qui sont élus pour un mandat de dix ans et un autre groupe qui est élu pour un mandat de deux ans, selon une distribution géographique appropriée. Ainsi, la différence en pouvoir économique et politique parmi les nations est reconnue. Aucun membre du Conseil Mondial n'a le droit de veto, et les décisions sont prises par un vote à majorité déterminée, chaque membre ayant une voix.

Pour une intervention militaire dans un pays, une plus grande majorité est requise que pour une mobilisation pour secours environnemental. Des minorités déçues ont obtenu le droit de faire appel aux décisions du Conseil Mondial à l'AGM, qui a le pouvoir de les annuler.

4. Les organisations mondiales

Pendant plus d'un demi-siècle, le système des Nations Unies s'est agrandi en autant d'institutions et d'agences spécialisées qu'il était très difficile de les suivre. De ce fait, un des objectifs dans la conception d'un nouveau système multilatéral est de réduire le nombre d'institutions dont les mandats se chevauchent et donc se concurrencent au lieu de travailler en complémentarité. Réduire tout simplement le nombre des institutions est une chose, construire des institutions puissantes en est une autre. L'AGM et le Conseil Mondial sont les piliers du nouveau système mais ils ne sont pas aptes à tout résoudre dans les moindres détails. L'AGM a donc établi quatre institutions mondiales majeures : La Banque Mondiale d'Investissements, l'OMC restructurée, l'Organisation Mondiale des Finances et l'Organisation Mondiale de l'Environnement.

Ces organisations ont apporté une reprise de confiance dans le système international. Premièrement, les ministres nationaux concernés se réunissent régulièrement durant les sessions du Conseil d'Administration de ces organisations. L'intérêt public a augmenté considérablement sachant que les décisions prises au niveau international ont un impact direct sur les politiques intérieures. Deuxièmement, pour mettre en évidence l'Etat de droit et la prévisibilité des organisations, des

mécanismes de règlement de litiges ont été établis à l'intérieur de chaque organisation. Troisièmement, les représentants des sociétés civiles et des secteurs privés ont un accès illimité aux réunions et à l'information pendant les processus de prise de décisions. Quatrièmement, grâce à leurs mandats politiques clairs, les organisations mondiales agissent plus vite et d'une façon plus globale. Les domaines de compétence des organisations mondiales sont les suivants :

La Banque Mondiale d'Investissements (pour les biens publics)
La santé, l'environnement, l'alimentation, les ressources naturelles ainsi que la recherche et le développement

L'Organisation Mondiale du Commerce

Le commerce équitable y compris les normes sociales et environnementales, la compétition internationale et leurs applications

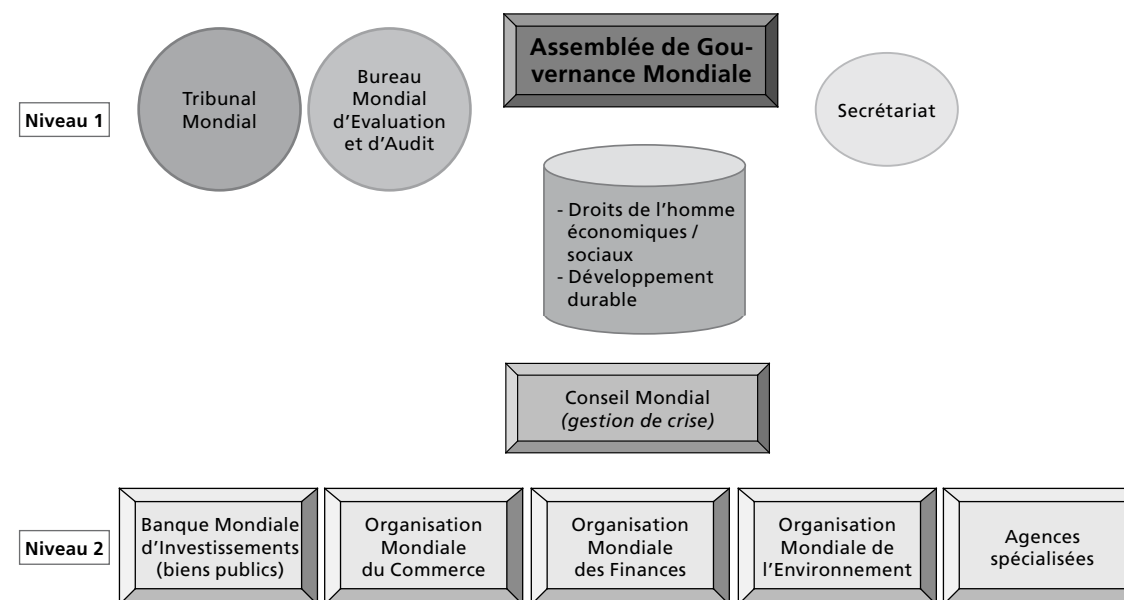
L'Organisation Mondiale des Finances

Surveillance de la cohérence macro-économique, l'harmonisation mondiale dans l'établissement de normes dans la régulation financière, l'harmonisation des règles fiscales et les procédures pour la faillite souveraine

L'Organisation Mondiale de l'Environnement

Corpus complet de la législation, la coordination, le Protocole de Copenhague, l'application

Le nouveau système multilatéral en 2020



5. Les agences spécialisées

Les agences spécialisées ont été établies pour relier les capacités techniques nationales à un système international (par exemple, l'envoi du courrier, les télécommunications, le contrôle aérien, la surveillance météorologique) et fournir aux pays une assistance technique, une capacité de formation et un conseil en politique (ex : services de santé et d'éducation pour les enfants, l'administration publique). Elles s'occupent des solutions aux processus de structures et de réformes complexes.

III. Le nouveau système : les mécanismes

1. Evaluation judiciaire

L'approche à deux niveaux a été aussi adoptée pour l'évaluation judiciaire. A cause de la possibilité de litiges suscités par l'interprétation des accords internationaux et les décisions surtout quand ils avaient des « dents » (pouvoir légal), une procédure d'évaluation judiciaire a été envisagée pour faire partie du système. Les acteurs non étatiques aussi bien que les Etats ont de plein droit de porter plainte lors des procès internationaux, après avoir épuisé les recours nationaux par exemple. Chaque organisation mondiale et agence spécialisée est pourvue d'un mécanisme dans sa structure pour le règlement des litiges, avec pos-

sibilité d'appel auprès du Tribunal Mondial.

2. Procédures de prise de décisions : systèmes de vote dual

Les décisions sont souvent prises par un système de vote dual exigeant une majorité déterminée des Etats votants et une majorité déterminée des votes pondérée selon l'importance économique. Ce système de vote prend en compte les petits Etats, et l'importance des grands Etats y est reflétée de manière adéquate puisqu'ils doivent payer une grande partie de la facture.

Comme le critère définissant « grand » ou « petit » Etat peut être différent entre les institutions selon leurs objectifs spécifiques, l'importance est déterminée par une convention à l'intérieur de chaque organisation. Au sein de l'Organisation mondiale des finances, par exemple, les contributions financières déterminent l'importance lors de la pondération des votes alors qu'au sein de l'Organisation de l'environnement, les facteurs de pondération sont le nombre d'habitants et les émissions per capita. Les émissions per capita ont un effet négatif sur le nombre de votes d'un Etat.

3. Les nouveaux acteurs : non seulement les Etats mais toutes les parties prenantes importantes

Les concepteurs du nouveau système pensent qu'il est essentiel à la légitimité de la gouvernance mondiale

que toutes les parties prenantes importantes participent à la procédure de prise de décisions à des niveaux spécialisés et en général sur le plan mondial. Alors que les décisions ne peuvent être prises que par les Etats dans l'AGM et le Conseil Mondial (niveau 1) mais aussi dans les organisations mondiales et les agences spécialisées (niveau 2), il est essentiel de convenir toutes les parties prenantes importantes lors des discussions entre elles concernant les thèmes de politique avant, durant et après leur adoption.

4. Coordination et complémentarité

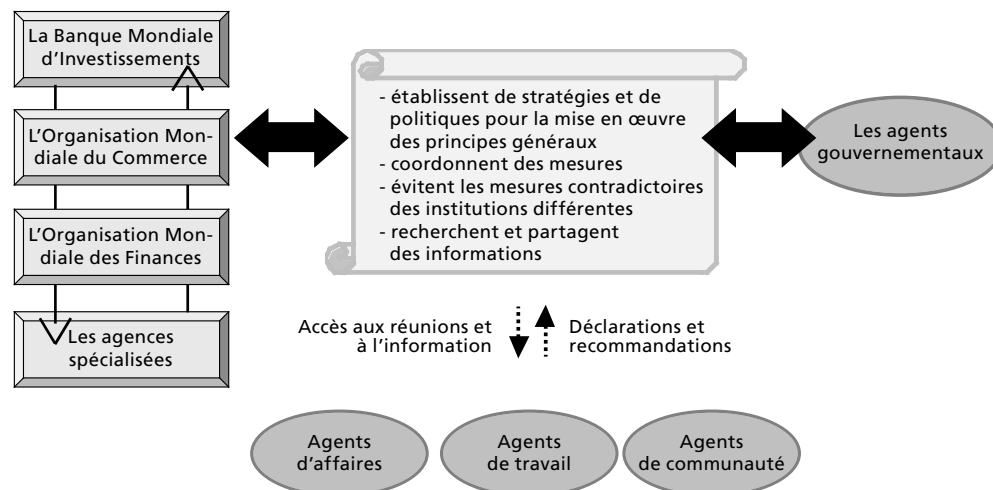
Une coordination orientée vers l'objectif est une condition préalable pour assurer une politique complémentaire et détaillée. Le nouveau système est basé sur une structure à deux niveaux qui est reflétée par ses mécanismes de coordination entre les différentes entités et organisations. Le premier niveau, principalement l'AGM et le Conseil Mondial, s'occupe de l'effectivité du système (« Est-ce qu'on fait ce qu'il convient de faire ? »). Il établit l'ordre du jour et formule les principes généraux du système

multilatéral. Au second niveau, les organisations mondiales et les agences spécialisées travaillent sur l'efficacité du système (« Est-ce qu'on fait bien les choses ? »). Donc, la coordination verticale se fait à partir de l'AGM / le Conseil Mondial vers les organisations mondiales / agences spécialisées.

La coordination horizontale inclut principalement deux domaines : la coordination inter-organisationnelle entre les organisations mondiales et les agences spécialisées avec comme but principal la garantie des stratégies complémentaires durant la procédure de réalisation. Deuxièmement, la coordination entre ces entités et les agents des gouvernements nationaux devrait assurer que les stratégies et les programmes prennent en considération les besoins spécifiques des Etats concernés. Ce dernier point est d'intérêt majeur pour les organisations de la société civile et du secteur privé. Par conséquent, leur accès aux réunions et à l'information doit être assuré. Ils sont autorisés de faire des déclarations et des recommandations qui doivent être reflétées dans l'établissement des programmes.

La coordination verticale : le multilatéralisme en 2020





5. Contrôle et évaluation : une cohérence croissante

L'ancien système des Nations Unies était fondamentalement incapable d'augmenter sa cohérence même après son engagement aux OMD, objectifs communs à tout le système des Nations Unies. Les OMD furent à peine atteints, particulièrement dans les pays les moins développés. Par conséquent, la nouvelle AGM insiste pour que le secrétariat, le nouveau Bureau Mondial d'Evaluation et d'Audit, et les mécanismes d'évaluation des politiques du système jouent un rôle crucial dans la création d'une politique internationale cohérente et effective pour la réalisation des objectifs mondiaux.

Le niveau supplémentaire d'engagement des Etats aux décisions et

accords conclus dans le nouveau système requiert un secrétariat effectif pour le contrôle et le rapport. Les décisions prises par les agences spécialisées doivent faire l'objet d'un rapport à l'intention d'un département spécial du secrétariat. Ce département collecte ces décisions et les traite d'une manière claire et compréhensible pour voir comment (et si) elles forment un ensemble cohérent. Le système des Nations Unies était caractérisé par le fait que les programmes et les projets des différentes entités et agences se chevauchaient, et quelquefois se contredisaient. Avec ce nouveau système de rapports et de traitements, les membres de l'AGM et du Conseil Mondial sont informés plus facilement sur le travail du système multinational en général. Tous les rapports sont disponibles sur le site

web du secrétariat. Par ailleurs, cela augmente la pression sur les Etats membres pour qu'ils fassent un rapport complet et régulier de leur réalisation.

Mais l'AGM a aussi créé un Bureau Mondial d'Evaluation et d'Audit indépendant pour entreprendre des audits sur les finances et la performance dont le travail est basé sur trois critères : l'analyse des risques, les possibilités d'amélioration et l'intérêt public. Le Bureau Mondial d'Evaluation et d'Audit est sous les ordres directs de l'AGM plutôt que du secrétariat. De plus, de tels services d'évaluation et d'audit ont été aussi établis au niveau des agences spécialisées pour travailler en parallèle avec l'effort général. Une autre mesure pour rehausser la cohérence dans le système international a été prise en établissant des mécanismes d'évaluation des politiques dans chacune des quatre organisations mondiales.



Annexes

L'équipe de scénarios

Afontsev, Sergey
Chef de Département
Institute for World Economy and
International Relations, Moscou
Russie

Bernasconi, Nathalie*
Ancienne Avocate dirigeante
Centre de droit international de
l'environnement (CIEL), Genève
Suisse

Busser, Esther*
Directrice adjointe
Confédération Syndicale
Internationale (CSI), Genève
Pays-Bas

Cheng, Shuaihua*
Responsable de programme,
Analyse stratégique & Chine
Centre international pour le commerce
et le développement durable (ICTSD),
Genève
Chine

Chervelier, Benoît
Chargé de cours
Institut d'Etudes Politiques, Paris
France

Dicks, Rudi
Directeur exécutif
National Labour and Economic Develop-
ment Institute (NALEDI), Johannesburg
Afrique du Sud

El Mahdi, Alia
Doyen de la Faculté des Sciences
économiques et politiques,
Université du Caire
Egypte

Griesse, Jörn
Analyste économique pour
les questions de mondialisation
Commission européenne, Bruxelles
Allemagne

Herman, Barry
Professeur invité
The New School, New York
Etats-Unis

Kaukab, Rashid*
Directeur adjoint et
Coordinateur de recherche,
CUTS Geneva Resource Centre,
Pakistan

Kwa, Aileen*
Coordinatrice du programme
« Commerce pour le développement »
Centre Sud, Genève
Singapour

Mineiro, Adhemar S.
Economiste
Departamento Intersindical de
Estatística e Estudos Socioeconômicos,
Rio de Janeiro
Brésil

Mathew Philip, Linu
Directeur exécutif suppléant
et Chercheur,
Center for Trade and Development
(Centad), New Delhi
Inde

Saner, Raymond
Directeur
Diplomacy Dialogue, Genève
Suisse

Smaller, Carin*
Ancienne Directrice du Bureau de Genève
de l'Institut pour la politique agricole et
commerciale (IATP)
Australie

Stetten, Jürgen
Directeur, Département de Politique
globale et de Développement
Bureau FES Berlin
Allemagne

Schwengel, Hermann
Professeur et Directeur,
Global Studies Programme
Université de Fribourg
Allemagne

Thorstensen, Vera*
Professeur et Chercheur
en Politique commerciale,
Genève
Brésil

van der Hoeven, Rolph
Professeur en Emploi et Economie
du Développement,
Institute of Social Studies, La Haye
Pays-Bas

Vega, Gustavo
Directeur,
Center for International Studies
El Colegio de México
Mexique

Werner, Hans-Peter*
Conseiller
Organisation Mondiale du Commerce
(OMC), Genève
Canada et Allemagne

Yu, Vicente Paolo*
Coordinateur du programme
« Global Governance for Development »
Centre Sud, Genève
Philippines

Veit, Winfried
Directeur du projet de scénario
Directeur
Bureau FES Genève
Allemagne

Grammling, Steffen
Coordinateur du projet de scénario
Responsable de programme,
Commerce et Développement
Bureau FES Genève
Allemagne

Theemann, Yvonne
Coordinatrice du projet de scénario
Bureau FES Genève
Allemagne

* = membres de l'équipe principale à Genève
italique = nationalité

Remerciements

Durant le processus de création des Scénarios de Genève sur « La Gouvernance Economique Mondiale en 2020 » qui a duré un an, différentes personnalités éminentes ont été consultées pour contribuer avec des apports spécifiques aux différentes étapes de l'exercice des scénarios. Ces apports ont enrichi les discussions qui ont mené aux scénarios finaux.

Nous voudrions exprimer notre sincère gratitude à :

Pascal Lamy, Directeur général, Organisation Mondiale du Commerce, Genève

Michael Hofman, Directeur exécutif pour l'Allemagne, Banque Mondiale, Washington D.C.

Guy Ryder, Secrétaire général, Confédération Syndicale Internationale (CSI), Bruxelles

Leurs réponses à titre personnel au questionnaire suivant ont largement facilité notre travail.

La construction de scénarios sur la « Gouvernance Economique Mondiale en 2020 »



Questionnaire :

- 1) Comment voyez-vous l'avenir de votre institution ?
- 2) Quelles sont les forces motrices dans la conception de la Gouvernance Economique Mondiale selon vous ?
- 3) Quelle est votre vision de la Gouvernance Economique Mondiale en 2020 ?
 - a) Que souhaiteriez-vous voir ?
 - b) Que souhaiteriez-vous ne pas voir ?

info@fes-geneva.org

Nous devons des remerciements particuliers au Professeur Joseph Stiglitz, Lauréat du Prix Nobel et ancien Economiste en chef de la Banque Mondiale qui nous a permis de présenter les ébauches de scénarios à la « Commission d'experts du Président de l'Assemblée Générale sur les Réformes du Système Monétaire et Financier International » le 11 mars 2009 à Genève.

Nous remercions également les experts suivants qui ont consacré leur temps à nous fournir des contributions et commentaires techniques sur les ébauches de scénarios :

Jacqueline Coté, Représentante permanente à Genève, Chambre de Commerce Internationale de Genève

Paul Dembinski, Directeur, Observatoire de la Finance, Genève

Manfred Elsig, Chercheur supérieur à l'Institut du Commerce International, Berne

Ximena Escobar de Nogales, ancienne Directrice adjointe, Centre d'Etudes Appliquées en Négociations Internationales, Genève

Heiner Flassbeck, Directeur, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, Genève

Faizel Ismail, Chef de la délégation de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce, Genève

Bradley MacDonald, ancien Représentant du FMI auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce, Fonds Monétaire International, Genève

Ricardo Meléndez-Ortiz, Directeur exécutif, Centre international pour le commerce et le développement durable, Genève

Richard Newfarmer, Représentant spécial auprès des Nations Unies et de l'Organisation Mondiale du Commerce, Banque Mondiale, Genève

José Manuel Salazar-Xirinachs, Directeur exécutif, Secteur de l'emploi, Bureau International du Travail

Yash Tandon, ancien Directeur exécutif du Centre Sud, Genève

Bibliographie

De Rosnay, Joël (2008) : 2020. Les Scénarios du futur. Comprendre le monde qui vient, Paris: Librairie Arthème Fayard

European Parliament (2008) : Report on 'Towards a reform of the World Trade Organisation' (2007/2184(INI)) Session document, No. A6-0104/20w08

European Patent Office (2007) : Scenarios for the Future. How might IP regimes evolve by 2025? What global legitimacy might such regimes have? Munich : European Patent Office

Forum Economique Mondial (2009) : The Future of the Global Financial System. A Near-Term Outlook and Long-Term Scenarios, Davos: Forum Economique Mondial, <http://www.weforum.org/pdf/scenarios/TheFutureoftheGlobalFinancialSystem.pdf> (consulté le 27 avril 2009)

Gnesotto, Nicole / Grevi, Giovanni (2007) : Le Monde en 2025, Paris : Robert Laffont

Institute for Social Development (1992) : The Mont Fleur Scenarios, South Africa 1992-2002, Belleville : University of the Western Cape

Kosow, Hannah / Gassner, Robert (2008) : Methoden der Zukunfts- und Szenarioanalyse. Überblick, Bewertung und Auswahlkriterien, Berlin: Institut für

Zukunftsstudien und Technologiebewertung (IZT), http://www.izt.de/fileadmin/downloads/pdf/IZT_WB103.pdf (consulté le 27 avril 2009)

Lempert, Robert J. / Popper, Steven W. / Bankes, Steven C. (2003) : Shaping the Next One Hundred Years. New Methods for Quantitative, Long-Term Policy Analysis, Santa Monica / Arlington/Pittsburgh : RAND

Messner, Dirk / Maxwell, Simon / Nuscheler, Franz / Siegle, Joseph (2005) : Governance Reform of the Bretton Woods Institutions and the UN Development System, Occasional Papers No. 18, Washington D.C. : Friedrich-Ebert-Stiftung

Müller, Harald (2008) : Wie kann eine neue Weltordnung aussehen? Wege in eine nachhaltige Politik, Frankfurt am Main : S. Fischer Verlag GmbH

National Intelligence Council (2008) : Global Scenarios to 2025, http://dni.gov/nic/NIC_2025_global_scenarios.html (consulté le 27 avril 2009)

Réseau Européen d'Idées (2007) : Le monde en 2025 – Quelles réponses pour l'Union européenne ? http://www.europeanideasnetwork.com/files/2025_fr.pdf (consulté le 27 avril 2009)

Sadowski, Dirk (ed.) (2001) : Israel 2025 – Szenarien der zukünftigen Entwicklung, Herzliya : Friedrich-Ebert-Stiftung

Scearce, Diana / Fulton, Katherine (2004) : What if? The Art of Scenario Thinking for Nonprofits, San Francisco : Global Business Network

Schwartz, Peter (1991) : The Art of the Long View. Planning for the Future in an Uncertain World, New York/London/Toronto/Sydney/Auckland : Doubleday

Shell International (2003) : Scenarios: An Explorer's Guide, London: Shell International, http://www-static.shell.com/static/aboutshell/downloads/our_strategy/shell_global_scenarios/scenario_explorersguide.pdf (consulté le 27 avril 2009)

Socialist Group in the European Parliament (2008) : Looking Beyond Doha? New Thinking on Trade Policy and Development, Brussels, http://www.ase.tufts.edu/gdae/Pubs/rp/PSE_PuttingDevInWTODec08.pdf (consulté le 27 avril 2009)

Steinmüller, Karlheinz / Schulz-Montag, Beate (2005) : z_szenarioprozess. Aus Trends und Zukunftsbildern Strategien für morgen und übermorgen entwickeln, Essen: z_punkt GmbH, http://www.z-punkt.de/fileadmin/be_user/D_CorporateForesight/szenarioprozesse.pdf (consulté le 27 avril 2009)

www.z-punkt.de/fileadmin/be_user/D_CorporateForesight/szenarioprozesse.pdf (consulté le 27 avril 2009)

Sutherland, Peter et al. (2004) : L'avenir de l'OMC. Relever les défis institutionnels du nouveau millénaire. Rapport du Conseil consultatif à l'ancien Directeur général, M. Supachai Panitchpakdi, Genève : Organisation Mondiale du Commerce

The Commission of Experts of the President of the General Assembly on reforms of the international monetary and financial system (2009) : Recommendations, <http://www.un.org/ga/president/63/letters/recommendationExperts200309.pdf> (consulté le 27 avril 2009)

The Warwick Commission (2007) : The Multilateral Trade Regime: Which Way Forward? The Report of the First Warwick Commission, Coventry : The University of Warwick

UNCTAD Secretariat Task Force on Systemic Issues and Economic Cooperation (2009) : The Global Economic Crisis: Systemic Failures and Multilateral Remedies, New York/Geneva : United Nations, http://www.unctad.org/en/docs/gds20091_en.pdf (consulté le 27 avril 2009)

Abréviations

UN Non-Governmental Liaison Service
(2009) : Civil Society Consultation on the Work of the UN General Assembly's Commission of Experts on Reforms of the International Monetary and Financial System, New York/Geneva : UN-NGLS, http://www.un-ngls.org/IMG/pdf/NGLS_CS_Consultation_on_Work_of_the_President's_Commission_on_Financial_Reforms.pdf (consulté le 27 avril 2009)

Weiss, Thomas G. / Hoffman, Peter J.
(2006) : A Priority Agenda for the Next UN Secretary-General, Occasional Papers No. 28, New York : Friedrich-Ebert-Stiftung

Wilms, Falko E.P. (2006) : Szenariotechnik. Vom Umgang mit der Zukunft, Bern/Stuttgart/Wien : Haupt Verlag

AEM	Accords Environnementaux Multilatéraux
AGM	Assemblée de Gouvernance Mondiale
ANASE	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
AOD	Assistance Officielle au Développement
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
CMFI	Comité monétaire et financier international
CMR	Conseil Mondial des Régions
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
FMI	Fonds Monétaire International
GEM	Gouvernance Economique Mondiale
GES	Gaz à effet de serre
Mercosur	Marché Commun de l'Amérique du Sud
MOAN	Moyen-Orient et Afrique du Nord
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit Intérieur Brut
REI	Réseau Européen d'Idées
SADC	Communauté de Développement d'Afrique Australe
UE	Union Européenne

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

La Friedrich-Ebert-Stiftung est une institution culturelle privée à but non lucratif et fut fondée en 1925 comme legs politique au premier président démocratiquement élu de l'Allemagne, Friedrich Ebert. Engagé dans les idées et les valeurs fondamentales de la démocratie sociale, la FES conduit des programmes de coopération internationale à travers ses représentations dans presque 100 pays dans le monde entier. Avec ses programmes éducatifs, ses projets de recherche et ses plateformes pour le dialogue, la FES a pour but de contribuer à :

- la promotion de la paix et la compréhension entre les peuples
- l'appui à la démocratisation des Etats et le renforcement de la société civile
- l'amélioration générale des conditions politiques, sociales et économiques
- le développement des structures de média indépendants
- la facilitation de la coopération régionale et mondiale
- la reconnaissance des droits de l'homme

Le bureau de la FES à Genève, conjointement avec les bureaux à New York et à Berlin, fait partie du programme intitulé « Dialogue sur la Mondialisation » qui fournit de l'aide aux partenaires dans les pays en développement pour faire face aux défis de la mondialisation. En collaboration avec les Nations Unies basées à Genève, les organisations internationales et les ONG, la FES travaille sur les dimensions économiques et sociales de la mondialisation, sur les droits de l'homme, la gouvernance mondiale et la prévention des conflits. Veuillez trouver plus d'information sur la FES sur www.fes-geneva.org et www.fes.de.

Friedrich-Ebert-Stiftung
Chemin du Point-du Jour 6 bis
1202 Genève, Suisse
Tél. : +41 22 733 34 50
Fax : +41 22 733 35 45
E-mail : info@fes-geneva.org

Château de Bossey

Un lieu international où il serait possible d'enseigner, d'explorer, de tester, d'expérimenter et de célébrer la vision.

Ce sont les paroles de W.A. Visser't Hooft, le fondateur de l'Institut œcuménique au Château de Bossey, un centre de séminaires et de dialogue du Conseil œcuménique des Eglises, à 20 km de Genève. Inspirée par cette vision, la FES a choisi cet endroit comme lieu de rencontre pour sa construction des scénarios.

